

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N° 26.003

Procédure : Appel d'Offre Ouvert

Objet : **Construction de l'Hôpital Universitaire Saint Ouen Grand Paris Nord (HUSOGPN) » au 23 avenue du capitaine Glarner 93 400 Saint Ouen sur Seine.**
Lot 3 – C Lot principal

Le marché est conclu pour une durée allant de la date de notification jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un an à compter de la date de réception des travaux et assortie d'éventuelles prolongations de ladite garantie sur demande du Maître d'Ouvrage.

Ce document comprend 67 pages.

Ce document est associé aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP). Il comporte 15 annexes.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	1 / 67

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHE DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1	Objet du marché et allotissement	5
1.2	Prescriptions relatives à l'organisation générale des travaux	6
1.3	Environnement urbain.....	6
1.4	Les intervenants maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre	7
1.5	Pilotage et coordination	8
1.6	Le contrôle technique	8
1.7	Coordination santé et sécurité	9
1.8	Astreinte chantier	9
1.9	Contrôle d'accès	10
1.10	Etat et connaissance du site	10
1.11	Durée	10
1.12	Forme des prix.....	11
1.13	Clauses de réexamen.....	11
1.14	Forme du marché.....	11
1.15	Option	11
1.16	Variante	12
1.17	Sous-traitance	12
1.18	Arrêt d'activité imposé par un contexte social ou sanitaire particulier	13
1.19	Définition de la prestation	13
1.20	Certifications	14
ARTICLE 2	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	14
2.1	Pièces particulières et ordre de priorité des pièces du marché	14
2.2	Pièces générales	15
ARTICLE 3	CONTENU DES PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES.....	16
3.1	Répartition des paiements	16
3.2	Règlement des travaux	21
3.2.1	Règlement à prix global et forfaitaire.....	21
3.2.2	Modification de prestation.....	21
3.2.3	Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus	22
3.2.4	Décision de poursuivre	23
3.2.5	Sous détails de prix unitaires et de prix nouveaux	23
3.2.6	Modalités de règlement des comptes – décomptes mensuels – Décompte final.....	24
3.2.7	Dégradation en cours de chantier	28
3.2.8	Dépenses d'intérêt commun.....	28
ARTICLE 4	DELAIS D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	28
4.1	Délais d'exécution et calendrier détaillé d'exécution.....	28
4.1.1	Délais d'exécution.....	28
4.1.2	Calendrier d'exécution	29
4.2	Prolongation des délais d'exécution	30
4.2.1	Intempéries	30
4.2.2	Prolongation des délais pour cause d'intempéries	31
4.3	Pénalités – retenues provisoires.....	32
4.3.1	Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution	32
4.3.2	Autres pénalités	35

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	2 / 67

4.3.3	Pénalités liées à la sécurité	37
4.4	Prime pour avance	37
4.5	Propreté sur le chantier.....	37
4.6	Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution	38
ARTICLE 5	CLAUDE DE FINANCEMENT ET DE SURETE - GARANTIES	38
5.1	Retenue de garantie	38
5.1.1	Retenue de garantie	38
5.1.2	Régime des garanties	38
5.1.3	Nantissement.....	39
5.1.4	Avance forfaitaire	39
ARTICLE 6	PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS	39
6.1	Provenance des matériaux et produits	39
6.2	Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	39
6.3	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier	40
6.4	Autres essais et vérifications des matériaux et produits	41
6.5	Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixe pour la réception	41
ARTICLE 7	PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX- ORDRES DE SERVICE	41
7.1	PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	41
7.1.1	Période de préparation	41
7.1.2	Connaissance des lieux et de tous les éléments afférant à l'exécution des travaux – vérifications	42
7.2	PLANS D'EXECUTION – ETUDES DE DETAILS – ETUDES	42
7.2.1	Généralité.....	42
7.2.2	Elaboration des plans d'exécution.....	43
7.2.3	Approbation des documents	45
7.2.4	Numérotation des locaux et des équipements, tableau des équipements	45
7.3	MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DE TRAVAIL	45
7.4	CLAUDE D'INSERTION SOCIALE	46
7.4.1	Les publics visés et objectif insertion	46
7.4.2	Les modalités de l'insertion.....	47
7.4.3	L'accompagnement de l'action	48
7.4.4	L'insertion pendant et à l'issue du marché	48
7.4.5	Le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion	49
7.5	ORGANISATION – SECURITE – HYGIENE DU CHANTIER	49
7.5.0	Installation de chantier	49
7.5.1	Assurance des installations de chantier	50
7.5.2	Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.....	50
7.6	FORME ET NOTIFICATION DES ECHANGES ET INFORMATIONS	53
7.7	SIGNALISATION DE CHANTIER.....	54
7.8	DOMMAGES CAUSES AUX VOIES PUBLIQUES – REMISE EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC	54
7.9	GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE DE L'ENTREPRENEUR	54
7.10	LES AUTORISATIONS	55
7.11	ECHANTILLONS ET PROTOTYPES.....	55
7.12	REUNIONS	55
7.12.1	REUNIONS DE CHANTIER « MAITRISE D'ŒUVRE »	56
7.12.2	AUTRES REUNIONS ETUDES ET SUIVI EXECUTION.....	56
7.12.3	REUNIONS MENSUELLES.....	57
7.13	VISITES DE CHANTIER.....	57
7.14	CONSTAT D'HUISSIER ET REFERE PREVENTIF	57
7.15	RECOURS, CONTRAVENTIONS, AMENDES	58
ARTICLE 8	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	58

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	3 / 67

8.1	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES	58
8.2	RECEPTION.....	58
8.2.1	Généralités.....	58
8.2.2	Réception partielle	60
8.2.3	Mise à disposition	60
8.2.4	Dispositions particulières.....	60
8.2.5	Levée des réserves à la réception	61
8.3	Délai de garantie	61
8.4	Dossier des ouvrages exécutés	62
ARTICLE 9	ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX	63
ARTICLE 10	ASSURANCES.....	64
10.1	Assurances à souscrire par le titulaire à ses frais.....	64
10.1.1	Assurances de responsabilité civile	64
10.1.2	Assurances de responsabilité civile décennale	64
10.2	Assurances souscrites par le maître d'ouvrage à ses frais	65
10.2.1	Assurance tous risques chantiers (TRC)	65
10.2.2	Assurances « contrat collectif de responsabilité civile décennale »	66
10.3	Dispositions générales sur les assurances	66
ARTICLE 11	Reglement général sur la protection des données.....	66
ARTICLE 12	LITIGES	66
ARTICLE 13	RESILIATION.....	67
ARTICLE 14	DEROGATION.....	67

1.1 Objet du marché et allotissement

Les stipulations du présent Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux du lot 03 (ou lot C) lot principal pour la construction d'un bâtiment hospitalier neuf, l'Hôpital Universitaire Saint-Ouen Grand Paris Nord (HUSOGPN) situé 23 avenue du capitaine Glarner 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Les travaux du présent CCAP sont organisés en 1 lot :

Lot 03-C Lot principal

Le lot 03-C est constitué des corps d'Etats suivants :

Corps d'états 10 : clos couvert et aménagement extérieur

- 11- Installations de chantier
- 12- Structure
- 13- Etanchéité
- 14- Menuiseries extérieures
- 15- Serrurerie de façade
- 16- VRD
- 17- Aménagements extérieurs
- 18- Signalétique

Corps d'états 20 Distribution et finitions intérieures

- 21- Cloisons doublages
- 22- Menuiseries intérieures - Mobilier
- 23- Cloisonnement des bureaux - Vitrophanie
- 24- Serrurerie métallerie
- 25- Revêtements de sols et murs souples
- 26- Revêtements de sols et murs durs
- 27- Faux plafonds
- 28- Peinture
- 29- Petites maçonneries enduits de façade

Corps d'états 30 Fluides

- 31- Chauffage Ventilation Climatisation Désenfumage (CVCD)- géothermie
- 32- Plomberie
- 33- Dialyse
- 34- Fluides médicaux
- 35- Transport pneumatique
- 36- Installation sprinklage

Corps d'états 40 Electricité

- 41- Courants forts Groupes électrogènes
- 42- Courants faibles (SSI)
- 43- Courants faibles (Sûreté)
- 44- Câblage Voix Données FTTO
- 45- Courants faibles divers
- 46- Gestion technique du bâtiment - GMAO
- 47- Installation Extinction Automatique à Gaz (IEAG)

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	5 / 67

Corps d'états 50 Appareils élévateurs

51- AEL

Corps d'états 60 Equipements de stérilisation

61- Equipements de stérilisation

Corps d'états 70 Equipements médicaux

71- Equipements médicaux fixes

72- Salles propres

73- Equipements des laboratoires

74- Paillasses (hors paillasses laboratoires et plans de travail)

75- Chambres froides santé

76- Radioprotection

Corps d'états 80 Equipements de cuisine

81- Equipements de cuisine

82- Panneau isothermes de cuisine

83- Production frigorifique de cuisine

Corps d'états 90 Locaux témoins

91 Locaux témoins Prototype

Le contenu de l'opération et ses spécificités techniques à atteindre au titre du marché de réalisation des travaux sont décrits dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Dans le présent CCAP et dans l'ensemble du dossier marché, le titulaire du lot 03-C est dénommé titulaire, Entrepreneur, ou Entreprise principale

1.2 Prescriptions relatives à l'organisation générale des travaux

Les lots de travaux 01-A Terrassements / Parois Moulés et 02-B Passerelle , sont des lots anticipés, dont les travaux démarrent avant le lot principal de construction, auquel s'applique le présent CCAP.

Ainsi ces deux lots ont un certain nombre de travaux à effectuer dans un délai de 12 mois après notification OS travaux, avant le démarrage du lot principal construction (avant notification de l'OS démarrage travaux lot principal construction) puis des travaux à réaliser en lien avec l'avancement du lot principal construction du bâtiment.

Les modalités d'organisation dans ces 2 phases de travaux sont décrites dans la note d'organisation de chantier » et le tableau de répartition des prestations communes

Le « cahier des limites de prestations » et le calendrier prévisionnel directeur des études d'exécution et des travaux précise la temporalité des prestations dues à chaque lot.

Les 3 lots feront l'objet d'une même réception finale des travaux.

1.3 Environnement urbain

Les travaux seront effectués dans un environnement urbain dense et contraint qui nécessite de prendre les meilleures dispositions pour la gestion des flux, les emprises chantiers, les nuisances environnementales et d'assurer une communication efficace.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	6 / 67

Ainsi, les méthodologies et l'organisation de chantier doivent prendre en compte la taille exceptionnelle du chantier, les contraintes liées à son environnement, le respect de la tranquillité et de la sécurité des riverains.

Des contraintes spécifiques de chantiers environnants sont notamment identifiées pour :

- Le chantier Université dans la même temporalité de travaux et avec l'ouvrage de passerelle de liaison réalisé par le lot B avec des interventions dans l'emprise universitaire
- Les prescriptions particulières liées à la sécurité ferroviaire
- Le chantier concomitant d'abaissement du trottoir ouest de l'avenue du capitaine Glarner, selon phasage prévisionnel en annexe à la NOC
- Des chantiers périphériques notamment de rénovation du boulevard Victor Hugo selon phasage en annexe à la NOC

La note d'organisation de chantier (NOC) et la charte chantier faibles nuisances en annexes au présent CCAP précise l'ensemble des mesures de chantier lié au respect de l'environnement urbain

L'entrepreneur est informé qu'il doit prendre en compte les besoins et l'organisation de la Ville et du territoire pour la bonne coordination et compatibilité des chantiers, la limitation et le contrôle des nuisances des chantiers avec :

- La coordination des chantiers avec l'évaluation des flux générés par le chantier à chaque phase,
- La présentation, réunions de travail des plans d'installation de chantier à chaque phase pour validation
- La présentation détaillée avant tout dépôt de demande d'emprise sur la voie publique du phasage et l'organisation des emprises chantier sur voiries à la Ville et son AMO pilote des chantiers.
- La communication sur les chantiers en cours avec notamment la participation à plusieurs réunions publiques d'information au cours desquelles l'entrepreneur présentera les travaux, l'organisation de chantier, le planning et les mesures environnementales du chantier. De manière mensuelle l'entrepreneur fournira les éléments de synthèse pour la communication chantier sur le site du campus qui présentera de manière graphique et synthèse texte simple les travaux en cours et à venir, et les synthèses des mesures de contrôle de l'environnement.
- Des communications sur des travaux spécifiques qui peuvent perturber le voisinage (bruyants, de nuit....)
- La participation à des événements autour du campus, des métiers de la construction (exemple journée porte ouverte chantiers FFB...)
- Des actions de communication autour du chantier selon les éléments décrits dans la NOC

1.4 Les intervenants maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Maitrise d'ouvrage

La conduite de projet est assurée par l'AP-HP :

Service Grand Projet Nord (SGPN)

Département Immobilier et Investissements DII - DEFIP

Assistance Publique Hôpitaux de Paris 55 boulevard Diderot, CS22305,75610 Paris cedex 12

La maîtrise d'ouvrage missionnera des Assistants à Maitrise d'Ouvrage selon ses besoins.

Maitrise d'œuvre :

Le groupement de maîtrise d'œuvre est constitué de :

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	7 / 67

- **Architecte mandataire: RENZO PIANO BUILDING WORKSHOP (RPBW)**
34, rue des Archives 75004 PARIS
- **Architecte associé: BRUNET SAUNIER architectes**
17, rue Dupetit Thouars – 75003 Paris
- **Economiste : SLETEC**
9 rue Magneval 69001 LYON
- **BET Technique Tous corps d'États : INGEROP**
18, rue des Deux Gares - CS 70081 92563 Rueil-Malmaison Cedex

La mission de la maîtrise d'œuvre est une mission de base conformément à l'article R.2431-4 du code de la commande publique. Elle est complétée notamment par les missions suivantes :

- HQE ;
- CSSI ;
- signalétique.

La maîtrise d'œuvre s'appuie sur des prestataires sous-traitants spécialisés pour ses différentes missions et notamment le BET TRIBU pour la qualité environnementale et CICAD pour la direction de travaux

1.5 Pilotage et coordination

Le pilotage et la coordination des travaux est assuré par le titulaire du lot 03

1.6 Le contrôle technique

Contrôleur Technique : BTP consultant

Agence Ile-de-France Nord Contrôle technique - 202 quai de Clichy - 92110 CLICHY

Chargé d'affaires : François KERMARREC

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le Titre II de la loi du 04.01.78 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique (mission exercée par BTP consultants pour ce marché) sont les suivantes :

- L : Solidité des ouvrages ;
- P1 : Solidité des ouvrages indissociables et dissociables ;
- LE : Solidité des existants ;
- PS : Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- AV : Vérification de la stabilité des constructions avoisinantes ;
- PV : Examen et récolement des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques ;
- S, décomposée en STI : Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail uniquement et SEI : Sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public ;
- HAND : Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées ;
- BRD : Vérification du passage des brancards ;
- TH : Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments ;

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	8 / 67

- PH : Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments ;
- F : Vérification du fonctionnement des installations permettant d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles (y compris les équipements biomédicaux « scellés » inclus aux marchés de travaux) ;
- ENV – relative à l'environnement et aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- GTB – Gestion Technique du Bâtiment – vérification de la possibilité pour la GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises ;
- HYSa/vérification de la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé ;
- CABL : vérification des pré-câblages informatiques et téléphoniques ;
- Vérifications initiales des installations électriques et des appareils élévateurs et de levage (y compris nacelles et lève-patient).

L'intervention de cet organisme oblige l'Entrepreneur :

- à lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions;
- à respecter, à ses frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux du bâtiment qui pourraient lui être imposés dans le cadre des missions confiées au contrôleur technique ;
- à lui fournir le programme de contrôle interne de l'entreprise ;
- à procéder aux essais et vérifications de fonctionnement mentionnés dans les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC).
- Le lot 03 définira et prendra en charge la mission de contrôle technique spécifique nécessaire à l'obtention des avis technique ou ATEX chantier façades.

1.7 Coordination santé et sécurité

En application de la loi du 31.12.93 et de ses décrets d'application, le maître d'ouvrage a désigné BTP consultant en tant que coordonnateur en matière de sécurité-santé. L'opération est classée en 1ère catégorie.

Mission de coordination sécurité et protection de la santé : BTP consultants

Agence Ile-de-France Nord CSPS - 202 quai de Clichy - 92110 CLICHY

Coordonnateur principal : Olivier ABRANTES

L'entrepreneur est tenu de se conformer à ses prescriptions.

Les interventions dans l'emprise Universitaire pour la réalisation de la passerelle sont soumises aux prescriptions de l'Université et du CSPA.

1.8 Astreinte chantier

En lien avec l'astreinte chantiers de l'AP-HP, mise en place pour la gestion des risques chantier.

L'entrepreneur lot 03 devra assurer une astreinte 365j/365 et 24h/24 qui permet de s'assurer que :

- Toute situation accidentelle « dangereuse » (risque ou chute d'ouvrages du chantier sur la voie publique, incendie dans l'emprise chantier...) ou perturbatrice (engin non arrêté à la fermeture du chantier qui perturbe le voisinage...) puisse être signalée et rapidement réglée.
- Les travaux programmés hors des horaires classique de chantier (7h-18h) : travaux du samedi, du dimanche ou de nuit (compris livraisons gros matériels) puissent faire l'objet d'une organisation, d'une information collectivités et éventuellement riverains et d'un suivi spécifique.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	9 / 67

L'entrepreneur devra ainsi

- Sur les situations perturbatrices ou accidentelles : être en capacité de mobiliser à tout moment sur un numéro d'astreinte chantier des intervenants joignables, et qui devront avoir le pouvoir d'informer en direct , d'engager et de mobiliser sous quelques heures les moyens nécessaires à la résolution des problèmes de tout type (sur tous les ouvrages lot 03).
- Sur des interventions hors des horaires classiques de chantier : identifier au préalable les interventions programmées, l'interlocuteur sur site responsable pendant ces interventions. S'assurer que les problèmes rencontrés pendant ces interventions soient bien remontés en continu à l'astreinte lot 03 et à l'astreinte AP-HP

Le titulaire lot 03 devra établir et mettre à jour la procédure astreinte/risques et urgences chantier qui identifie les procédures appel et accès chantiers, le fil d'information des travaux hors horaires classiques. Cette procédure intégrera l'interface et les missions confiées au gardiennage 24*24 du site notamment pour la levée de doute de première intention (incendie, chute d'objets...)

1.9 Contrôle d'accès

Le chantier sera muni d'un contrôle d'accès nominatif sur toutes accès chantier et base vie, mis en œuvre par le titulaire. Ce contrôle d'accès s'applique à tous les intervenants du chantier ainsi qu'à leurs sous-traitants de tout rang. Il s'applique quel que soit le statut des intervenants (CDI, CDD, intérimaire...). L'entrepreneur a responsabilité de faire porter à ses intervenants un badge nominatif, personnel et incessible, délivré par le gestionnaire du contrôle d'accès après prise en compte de la carte BTP ou de la CNI de la personne à agréer.

Ce contrôle d'accès

1.10 Etat et connaissance du site

Le titulaire est réputé s'être rendu sur le site pour mesurer :

- l'importance et la nature des travaux à effectuer ;
- toutes les difficultés d'exécution ;
- l'état du site et de sa sécurisation

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site, bâtiments existants, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

1.11 Durée

Le marché est conclu pour la période d'exécution allant de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle est décomposée de la manière suivante :

- Période de préparation de 3 mois : à partir de l'OS de préparation de chantier
- La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est de 57 mois à partir de l'OS de démarrage travaux jusqu'à la réception des travaux.
- La durée prévisionnelle de levée des réserves après réception est de 4 mois maximum avec un phasage par service/zones qui sera défini conjointement entre le maître d'ouvrage/le maître d'œuvre et l'entrepreneur.
- La garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un an à compter de la date de réception des travaux et assortie d'éventuelles prolongations de ladite garantie sur demande du Maître d'Ouvrage.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	10 / 67

Le calendrier prévisionnel des études et travaux établi par la maîtrise d'œuvre est en annexe au CCAP, et le phasage prévisionnel du chantier dans les pièces écrites.

Le délai global prévisionnel d'exécution comprend :

- la période de préparation et l'obtention des autorisations administratives nécessaires ;
- l'ensemble des études et travaux y compris toutes prestations annexes relatives à l'opération ;
- les périodes des congés payés ;
- les arrêts de chantier décidés par le coordonnateur SPS ou l'inspection du travail en cas de faute du titulaire ou de son sous-traitant ;
- les mises en service notamment, les OPR, les mises en service des outils d'aide à l'exploitation, la réception, le repliement du matériel, le nettoyage et la remise en état éventuelle des lieux
- les intempéries.
- Une provision de 5 jours pour l'organisation d'évènements concernant le chantier (notamment cérémonie de première pierre ou autre évènements participatifs)

1.12 **Forme des prix**

La forme des prix est forfaitaire sur l'ensemble du marché,

1.13 **Clauses de réexamen**

Le présent marché pourra faire l'objet de modification en cours d'exécution, dans les conditions prévues aux articles R2194.1 à R2194.9 du code de la commande publique. En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire, normative ou législative nécessitant l'adjonction de nouvelles normes ou références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de travaux périphériques à la construction du HUSOGPN objet du présent marché et dont le ressort est de la responsabilité du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de construction du HUSOGPN,
- En cas de découvertes imprévues.
- Les parties du marché relatives aux équipements techniques dont des évolutions sont à prévoir entre la date de notification du marché et leur mise en œuvre sur le chantier afin de bénéficier de la technologie la plus récente.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du Service de Maîtrise d'ouvrage ou sur demande justifiée du Titulaire du marché.

1.14 **Forme du marché**

Le présent marché n'est pas fractionné.

La notification de l'acte d'engagement mentionnera si le présent marché est avec ou sans variantes

1.15 **Option**

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique à hauteur de 10 % du montant du marché.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	11 / 67

1.16 Variante

La notification de l'acte d'engagement mentionnera si le présent marché est avec ou sans la ou les variantes.

1.17 Sous-traitance

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Le titulaire devra présenter un dossier de demande d'agrément de sous-traitance complet et conforme pour faire valider la sous-traitance et ce **au plus tard 1 mois avant le démarrage prévisionnel des travaux concernés par la sous-traitance.**

Les éléments référencés dans le présent paragraphe sont des obligations qui doivent être préalablement respectées avant tout commencement d'exécution des prestations objet de la sous-traitance.

En application des articles R.2193-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire devra faire valider dans un premier temps son sous-traitant par la MOE puis agréer son sous-traitant par la Maitrise d'ouvrage. Pour se faire il transmettra dans un premier temps à la Maitrise d'œuvre puis à la Maitrise d'ouvrage ce, pour chaque sous-traitant, les documents suivants :

Le dossier de demande d'agrément de sous-traitant nécessaire pour toute validation de sous-traitant est le suivant :

L'acte spécial : (DC4) selon modèle fourni par la MOA **dûment complété et signé accompagné des pièces justificatives obligatoire suivantes :**

- Les natures précises des prestations sous-traitées avec indication des lignes concernées de la DPGF/articles CCTP et indications de la zone d'intervention ;
- Attestation sur l'honneur du titulaire concernant la cession et/ou le nantissement (aucune créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant)
- NOT12 ou impôt et URSSAF du sous-traitant
- Kbis sous-traitant (moins de 3 mois)
- Relevé d'identité bancaire ou postal original (obligatoire en cas de paiement direct) au nom du titulaire
- En cas d'affacturage (1) : transmettre un courrier attestant de la créance à la société d'affacturage (date, signature, N°SIREN) avec les coordonnées bancaires de cette dernière
- Attestation d'assurance récente garantissant la responsabilité du sous-traitant à l'égard des tiers
- Pour le cas du recours à des personnels détachés, copie de cette déclaration dûment signée et la preuve de son envoi à la DIRECCTE
- Caution bancaire du sous-traitant de 1er rang dans le cas d'un sous-traitant de second rang
- Liste des références du sous-traitant en rapport avec l'objet sous-traité sur les 5 dernières années avec montant
- Qualifications
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant (DC2) intégrant une attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contribution de sécurité sociale prévue à l'article L143-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'URSSAF ;
- Autres : Congés payés/attestation sur l'honneur/Liste du personnel
- En cas de signature électronique : Certificat d'authenticité

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	12 / 67

Sur demande, le marché de sous-traitance pourra être transmis à la MOA

- Pour le sous-traitant établi ou domicilié à l'étranger il faudra fournir en plus :
 - un document mentionnant le n° de TVA intracommunautaire ou si le sous-traitant n'est pas établi dans un pays de l'union européen, un document mentionnant l'identité et l'adresse du représentant du sous-traitant auprès de l'administration fiscale française ;
 - un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE ou d'une convention internationale de sécurité sociale. Lorsque la législation de son pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
 - une attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contribution de sécurité sociale prévue à l'article L143-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'URSSAF ;
 - lorsque l'immatriculation du sous-traitant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Il est rappelé que seule l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par la transmission du DC4 signé par l'AP-HP autorise la réalisation de la prestation par le sous-traitant sur site. Le non-respect de cette obligation donnera lieu aux sanctions prévues au présent CCAP.

Dès la signature de l'acte de sous-traitance constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement, précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures, la procédure d'agrément du sous-traitant s'effectuera via la GED et/ou un progiciel de type EDIDOC. Le titulaire devra se conformer à l'organisation mise en place.

1.18 Arrêt d'activité imposé par un contexte social ou sanitaire particulier

En cas d'arrêt de travail ou d'arrêt des travaux imposé par un contexte social ou sanitaire particulier dont les causes sont extérieures au chantier, le titulaire devra assurer à minima la sécurisation du chantier à travers le maintien du gardiennage et de l'astreinte.

1.19 Définition de la prestation

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées le dossier de consultation des entreprises.

Il est clairement précisé à l'entrepreneur qu'il devra prendre en compte les observations formulées par le maître d'œuvre et les spécialistes missionnés par le maître d'ouvrage (CSPS, contrôle technique...) dans

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	13 / 67

des avis écrits. Toutefois ces observations ne constitueront jamais une immixtion dans la responsabilité du titulaire.

1.20 Certifications

Le titulaire est tenu d'actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte auprès de la société ACTRADIS dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise.

Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail, le représentant du pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation du marché aux torts du titulaire. La résiliation du marché sera suivie de la passation d'un autre marché aux frais et risques du titulaire. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

La décision de résiliation sera prise après notification au titulaire d'une mise en demeure. La mise en demeure préalable précisera :

- le(s) manquement(s) reproché(s) ;
- le délai laissé au titulaire pour présenter ses (leurs) observations ;
- la sanction envisagée.

En cas de non-respect des obligations relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues au marché.

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 Pièces particulières et ordre de priorité des pièces du marché

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces du DCE prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et les prix unitaires de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont liste des pièces dossier 1 du DCE
- Les pièces écrites, dossier 2 du DCE. et les pièces graphiques dossier 3 du DCE. *[NB : lesdites pièces constituent un ensemble indissociable, homogène et cohérent. En cas de contradiction sur la définition des prestations, le maître d'œuvre précisera l'ordre de priorité qui s'appliquera aux entreprises, même si c'est la disposition la plus onéreuse et contraignante].*

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	14 / 67

- Les pièces complémentaires dossier 4 de DCE
- L'offre du candidat selon les précisions ci-dessous
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants.

Toutes erreurs de quantités, divergences ou ambiguïté de toutes sortes portées sur les DPGF, même relevées après signature du marché, ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement.

La maquette BIM transmise par la maîtrise d'œuvre n'est pas contractuelle.

Ordre de priorité entre les documents écrits et les documents informatiques :

Au cours de l'exécution du marché, les intervenants seront amenés à s'échanger des informations sous forme informatique (plans, notes, etc.). En cas de contradictions entre documents écrits et informatiques, la MOE précisera l'ordre de priorité qui s'appliquera aux entreprises, même si c'est la disposition la plus onéreuse et contraignante.

Les documents informatiques seront matérialisés à la demande du MOA, du MOE ou du Contrôleur Technique sous format papier, au nombre d'exemplaires au choix du MOA, du MOE ou du Contrôleur Technique.

Précision sur l'offre du candidat

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents énumérés ci-dessous qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage. Par conséquent, ce dernier peut à tout moment exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que celui-ci ne peut s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une remise des spécifications des autres pièces du marché, de mise en cause du prix global et forfaitaire ou des délais contractuels.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants:

- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du titulaire : La DPGF n'est considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et des travaux modificatifs. Elle ne peut donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché
- L'ensemble des éléments remis dans le cadre de négociations éventuelles, tels que complément de mémoire technique, lettre en réponse, sous-détail de prix
- Les sous-détails des prix unitaires et décompositions de prix éventuellement demandés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et utilisés pour la détermination des prix nouveaux.

2.2 Pièces générales

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	15 / 67

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (Mois M0 défini à l'Acte d'Engagement) :

- 1) Le code de la commande publique ;
- 2) Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- 3) Les cahiers des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ;
- 4) Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S. – D.T.U.) ;
- 5) En l'absence du C.C.S. – D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment ;
- 6) Normes européennes et françaises (CEN) homologuées et éditées par l'AFNOR ;
- 7) Les avis techniques en vigueur ;
- 8) La réglementation relative à la sécurité incendie dans les ERP ;
- 9) Le règlement sanitaire départemental ;
- 10) La réglementation relative à l'accès des bâtiments aux personnes handicapées physiques ;
- 11) La réglementation relative à la sécurité et à la protection de la santé ;
- 12) L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par sa nature est soumise l'opération ;

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation pour l'exécution du présent marché.

Les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

Les pièces générales (CCAG ...), bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues du titulaire.

En cas de contradiction sur la définition des prestations, la disposition la plus « onéreuse et contraignante » s'applique, dans le respect du projet architectural.

Il appartiendra au Maître d'Œuvre de définir l'interprétation retenue des travaux que le titulaire devra réaliser dans le cadre du prix global et forfaitaire du marché et de son délai.

ARTICLE 3 CONTENU DES PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

Les prix sont exprimés en euros hors T.V.A et toutes taxes comprises et comprennent toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des travaux y compris les frais généraux, impôts et taxes.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés selon les stipulations de l'Acte d'engagement par un prix global et forfaitaire.

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	16 / 67

- avoir pris connaissance de l'ensemble du DCE ainsi que du site de réalisation des ouvrages et des avoisinants, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec les travaux d'exécution ;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des travaux et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions particulières de travail liées à la présence des personnes dans le cas de travaux sur site occupé, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature du terrain, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, stockage des matériaux, ressource en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantier...) ;
- avoir contrôlé toutes les indications des documents, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les enseignements complémentaires éventuels ;
- avoir pris en compte les dispositions particulières relatives à la conduite du chantier et des travaux afin de maîtriser au strict minimum les nuisances tant vis-à-vis de l'environnement que vis-à-vis des riverains;
- avoir pris en compte les conditions d'utilisation des voies de circulation et d'accès. Les titulaires devront en assurer l'entretien permanent et faire procéder le cas échéant à leur réfection en fin de chantier à leurs frais.

Le titulaire s'engage sur un prix global et forfaitaire permettant de réaliser la globalité de son contrat

Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en tenant compte de toutes les dispositions prises pour respecter le délai.

Les prix du marché sont établis en tenant compte des stipulations de l'article 9 du CCAG complété par ce qui suit et tous les frais spéciaux cités dans le présent document :

Site et conditions d'exécution des travaux

L'entrepreneur devra notamment :

- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions particulières de travail liées aux travaux en site urbain, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.)
- Avoir intégré les frais découlant de la situation du site et de son environnement ;
- Prendre en compte les frais de coordination du titulaire du marché vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels ou cotraitants, ainsi que la marge du mandataire ou du titulaire pour la défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution d'une partie des prestations
- Être conscient des frais consécutifs à des interventions dont les horaires seraient imposés à l'entrepreneur compte tenu des nécessités du site et notamment contraintes ferroviaires ; de l'éventuel travail en horaires décalés ou renforcés au moment de contraintes particulières, d'approvisionnement, de rattrapage de retard ou pour toute autre raison ;

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	17 / 67

- La nécessité d'intervention dans le cadre de travaux du lot des travaux de construction du bâtiment.
- Prendre en compte toutes les sujétions normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels habituels dans la région d'exécution des travaux, des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'œuvre, ainsi que des études de synthèse ;

Organisation et propreté du chantier, installations de chantier :

L'entrepreneur devra notamment :

- Avoir intégré toutes les dispositions imposées dans la note d'organisation de chantier et les contraintes logistiques imposées par le site ou les collectivités, la préfecture de police.

Nettoyage :

- Intégrer les frais de nettoyage du chantier, de ses abords, des aires de stockages des matériels et des matériaux, etc. ;
- Évacuer l'ensemble des gravois et déchets autant que nécessaire et à minima une fois par semaine. Les postes de travail doivent également rester propres et praticables.

Circulation des véhicules :

- Etablir et afficher un plan de circulation des camions et engins de chantier dans le site et en lien avec la ville
- Etablir un plan de circulation des flux chantier dans le territoire et respecter les contraintes imposées par la Ville, et notamment les plans de circulation
- **Interdire tout stationnement de véhicule de chantier en dehors des zones prévues à cet effet, et notamment sur la voie publique**
- Maintenir en service et en toute sécurité 24 h/24 les voies empruntées par les véhicules et notamment les véhicules de secours de tous gabarits et tonnage et par les piétons ;

Installations de chantier et matériel

- Assurer la sécurisation de l'ensemble du chantier
- Installer les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments ;
- Installer et entretenir les clôtures de chantier et tout élément de protection, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et tous les éléments ou matériels nécessaires en veillant le cas échéant à maintenir le degré coupe-feu requis, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants, le chantier et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.
- Assurer les frais de protection des ouvrages et de leur entretien jusqu'à la date de levée des réserves ;
- Assurer les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.
- Approvisionner les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.
- En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et mises en état incombent à l'entrepreneur, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	18 / 67

- Les frais relatifs à la confection du ou des panneaux de chantier qui sera mis en place dès l'ouverture du chantier pour indiquer la nature de l'ouvrage avec notamment les noms et adresses comme indiqué dans le présent CCAP,

Emprise sur le domaine public, et raccordements

- être garant de l'exploitation normale du domaine public et des services publics ; maintenir une emprise sécurisée sur le domaine public conforme par rapport aux autorisations obtenues.
- Intégrer les coûts de desserte du chantier, l'amenée ou le raccordement des fluides et énergie (eau, électricité, énergie primaire, téléphone) ainsi que l'évacuation des eaux quelles que soient leurs origines, les coûts d'exploitation et de consommation en phase chantier (eau, électricité, énergie primaire, téléphone), etc.
- En dérogation à l'article 31.3 du CCAG, les autorisations administratives liées à l'exécution du marché et notamment les autorisations temporaire du domaine public et les frais associés seront à la charge du titulaire.
- être conscient des contraintes dues à l'utilisation du domaine public et maintien du fonctionnement des services publics (les frais d'occupation du domaine public seront à la charge du maître d'ouvrage) de la présence de canalisations et réseaux sur le site dont l'entrepreneur aura à charge les dévoiements éventuels.
- Intégrer les frais de remise en état des abords (trottoirs, voiries, réseaux, mobilier urbain, marquages, liste non exhaustive) après enlèvement des installations de chantier. Les remises en état se feront en coordination avec l'Etablissement Public Plaine Commune. Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les réparations dues pour dégradations des voies publiques seront entièrement à la charge de l'entrepreneur ; que les travaux de réparation soient à sa charge ou réalisés par le prestataire de la Ville ;

Gestion des déchets :

- prendre en compte toutes les mesures relatives à la gestion, au tri, l'évacuation et au traitement des déchets (compris taxes spécifiques de mises en décharge) décrites dans la charte chantier à faibles nuisances et dans la réglementation

Gestion des nuisances :

- avoir pris en compte les dispositions particulières relatives à la conduite du chantier et des travaux afin de maîtriser au strict minimum les nuisances, tant vis-à-vis de l'environnement, que vis-à-vis des riverains.
- prendre à leur charges toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients provenant des bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scie, tous outils à percussion, etc.). Il est à noter que tous les travaux bruyants ou générateurs de vibrations devront faire l'objet de dispositions particulières soumises à l'approbation préalable de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage. Ces dispositions devront être le plus efficace possible pour supprimer toutes nuisances. La maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage pourront exiger sans suppléments de prix tous dispositifs à même de supprimer totalement toutes ces nuisances dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- prendre en compte toutes les réglementations locales concernant notamment : les odeurs, fumées, gaz (moteur thermique, papiers, emballages, etc.) poussières d'origines diverses (ponçages, démolitions, enlèvements de gravois, etc.), les détritux divers et gravois, stockage interdit à l'extérieur de l'emprise du chantier, l'état défectueux des voies d'accès boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations.

Les exigences qui devront être intégrées dans l'offre sont :

- que seul l'emploi de compresseurs insonorisés est autorisé ;
- qu'il sera fait interdiction de brûler quoi que ce soit sur place ;

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	19 / 67

- que dans le cas d'inobservations de ces dispositions, il sera appliqué les mesures coercitives précisées à l'article 4.3 ci-après ;
- qu'en cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrages, les frais résultants des remplacements et remises en état incombent à l'entrepreneur, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du Maître de l'Ouvrage ou à une prolongation de délais ;

Il est également rappelé que l'entrepreneur devra prendre toutes mesures nécessaires pour interdire strictement la propagation des poussières en-dehors de la zone de chantier, garantir la propreté des voie publiques.

Sécurité

L'entrepreneur devra notamment :

- Respecter toutes les normes de sécurité conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- Intégrer les frais relatifs aux prescriptions du coordonnateur S.P.S et, notamment, aux frais d'installation de chantier ;
- Intégrer les frais relatifs aux prescriptions du CSPS qui s'imposeront sans délai, ainsi que celles des organismes officiels tels l'inspection du travail, la CARSAT ou l'OPPBTP,
- Prendre en compte les mesures d'organisation et de sécurité sanitaire qui sont ou seraient imposées en cas de crise sanitaire en prenant comme référence le dernier guide en vigueur édité par l'OPPBTP au moment de l'offre : « Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 ». Ce poste sera identifié dans la DPGF avec un prix mensuel qui permettra sa suppression en cas de contexte sanitaire normal.

Travaux modificatifs :

L'entrepreneur devra notamment :

- Être conscient des frais liés à la réalisation des études ou reprises d'études et mises à prix nécessaires à la réalisation de devis pour les travaux modificatifs demandés par la Maîtrise d'œuvre, qu'ils soient ou non suivis de réalisation, cette incidence étant intégrée dans chaque prix unitaire de la DPGF ; Il est précisé à l'entrepreneur que les études d'exécution liées aux travaux supplémentaires ne seront à réaliser qu'une fois la Fiche de Travaux Modificatifs (FTM) validée et l'Ordre de Service émis. Dans le cas où il s'agit d'une modification qui intervient sur un ouvrage dont les études d'exécution ont déjà été réalisées et visées, il pourra être accordé à l'entrepreneur une rémunération complémentaire pour les reprises d'études.
- Savoir que pour les ouvrages modificatifs demandés par le maître de l'ouvrage (complément ou modification de programme), aucune incidence financière plus-value ne sera accordée sur le montant forfaitaire desdits frais généraux, logistique et d'installation de chantier

Autre :

L'entrepreneur devra notamment intégrer dans ses prix :

- les frais de formation du personnel désigné par le Maître d'Ouvrage pour la conduite, la maintenance et l'entretien des installations ;
- des frais nécessaires aux essais et épreuves prévus par le présent CCAP et les CCTP, notamment ceux afférents à la délivrance du certificat CONSUEL sur tous les travaux de mise en œuvre de réseaux et de matériels électriques, ainsi que la vérification initiale des installations électriques
- des présentations d'échantillons, prototypes, locaux témoins,

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	20 / 67

- les sujétions dues aux exigences techniques de divers organismes de sécurité, de vérification des installations techniques et des contrôleurs techniques ;
- toutes les charges directes et indirectes découlant de l'application du présent CCAP et de ses annexes ;
- les frais découlant des obligations en matière de mises à disposition des emprises futures voiries publiques et locaux pour les besoins MOA ;
- les frais d'assurance ;
- les frais de constat d'état des lieux avant le démarrage des travaux ;
- les frais résultants des conditions d'exécution exposées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières
- par dérogation au chapitre 6 du C.C.A.G travaux, que c'est l'Entrepreneur qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi de matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins, ou modèles, marques de fabrique ou de commerce, qu'il serait amené à utiliser, même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels ;

L'entrepreneur fournira dans les 8 jours à compter de la date de la demande du maître d'œuvre un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires ou de la DPGF, désignés par le maître d'œuvre.

3.2 Règlements des travaux

3.2.1 Règlements à prix global et forfaitaire

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés à prix global forfaitaire dont la décomposition est donnée dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les détails estimatifs et les quantités figurant dans la DPGF, sont établis par l'Entrepreneur selon les différents articles du DCE. A défaut d'indication précise sur ces documents, les quantités sont réputées déterminées selon les dimensions réelles des ouvrages à réaliser et sont exprimées soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m²), soit au mètre cube (m³) soit au kilogramme Kg ou à la tonne T, dans le cas d'ouvrage complexe à l'ensemble Ens, sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccords, difficultés de mise en œuvre, etc.

Les prix établis par l'Entrepreneur et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans les articles correspondant du CCTP et des charges imposées par les différents documents contractuels.

Après remise de son offre, l'Entrepreneur ne peut prétendre à réclamation sur les quantités qu'il a portées sur les DPGF, ce document n'étant pas contractuel hormis pour les prix unitaires qu'il contient, lesquels servent à établir les situations mensuelles, les révisions, ainsi qu'à composer des prix nouveaux éventuels.

3.2.2 Modification de prestation

Il est précisé que toute modification de prestation proposée en cours de chantier par l'entrepreneur, ou la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage fera l'objet d'une instruction via Fiche de Travaux Modificatifs (FTM) par écrit selon les procédures définies ci-après.

Le circuit et délais d'instructions des FTM est précisé en annexe au CCAP « Process organisationnels administratifs financiers et d'études ».

Le devis sera établi par l'entreprise dans les formes du cadre remis par le Maître d'œuvre en accord avec le Maître de l'ouvrage. Il devra être détaillé et accompagné des métrés, il reprendra les codes et références figurant dans le DPGF ou, le cas échéant, chaque nouveau prix devra être justifié au moyen de sous-détails.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	21 / 67

de prix unitaire selon le cadre du CCAP. Il comprendra tout mémoire descriptif, élément graphique nécessaire à sa compréhension. Le cas échéant, Le devis intégrera le détail par co-traitants
Il sera pris en compte dans le devis (et ce quel que soit l'avancement des études et travaux) pour chaque FTM d'un forfait études correspondant au pourcentage des études de la DPGF. Les autres frais (frais généraux, frais de mandat, frais de chiffrage, coordination, logistique...) sont réputés intégrés dans les prix unitaires.,,

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, la modification correspondant à ces prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées en plus ou en moins, les prix unitaires de la DPGF.

Toute modification n'ayant pas été actée via ce circuit sera nulle et non avenue. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'avoir réalisé des modifications sans OS s'il n'a pas signalé ces modifications dans le cadre des études d'exécution ou avant la réalisation des travaux correspondants.

Le titulaire ne pourra pas non plus se prévaloir d'un visa d'exécution s'il n'a pas signalé et fait valider les variantes au marché qu'il a apporté dans ses documents d'exécution.

3.2.3 Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus

Le montant des travaux s'entend du montant des travaux évalués, au moment de la décision d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, à partir des prix initiaux du marché, en tenant compte éventuellement des prix nouveaux, fixés en application de l'article 3.2 du présent CCAP ou devenus définitifs en application du même l'article.

Le montant contractuel des travaux est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les décisions de poursuivre, les avenants intervenus.

Le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel. Cette augmentation peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché ou encore de toute cause de dépassement que celles énoncées à l'article 14.2.2 du CCAG travaux.

Toutefois, le titulaire peut être fondé à demander, sous réserve de justifications étayées, une indemnisation dans le cas où il aurait subi un préjudice du fait de cette augmentation, au-delà de l'augmentation limite fixée ci-après par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux :

- pour un marché à prix forfaitaires, à 15 % du montant contractuel ;

En application de l'article R2194-2 du code de la commande publique, le marché pourra faire l'objet de modification de travaux, de références et/ou de matériaux. Ces modifications seront formalisées par des FTM qui donneront éventuellement lieu à des ordres de service.

En l'absence d'accord sur la valorisation des nouveaux prix (selon article précédent), ils seront arrêtés par la maîtrise d'œuvre et par la maîtrise d'ouvrage.

En dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG travaux, les ordres de service valorisés pour travaux modificatifs seront établis et signés par le Maître d'œuvre, signés par le maître d'ouvrage puis notifiés à l'entrepreneur.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	22 / 67

Les ordres de service sans incidence financière pour l'exécution de prestations que la maîtrise d'œuvre estime être dues au marché ou nécessaires à la bonne marche du chantier seront établis, signés et validés par le seul maître d'œuvre.

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage sont assimilables à des ouvrages figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire, les prix de ces ouvrages sont appliqués.

Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G, la diminution limite de la masse des travaux pour un marché forfaitaire est portée à 15 % de la masse initiale.

3.2.4 **Décision de poursuivre**

La décision de poursuivre est un acte unilatéral signé par le seul maître d'ouvrage qui a pour unique objet de permettre l'exécution des prestations au-delà du montant initialement prévu par le marché. Elle reprend les ordres de service valorisés signés par l'AP-HP depuis le démarrage du chantier.

En dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G Travaux portant sur les changements de besoins ou de conditions d'utilisation, le seuil de 5 % est porté à 15 %.

En dérogation à l'article 14.3 du C.C.A.G Travaux relatif à l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel, l'augmentation limite fixée au dit article est portée de 5% à 15 % du montant contractuel du marché.

En dérogation au CCAG Travaux et notamment à ses articles 14.3 et 15.1, l'augmentation de la masse contractuelle des travaux pourra faire l'objet d'une décision de poursuivre délivrée par le maître d'ouvrage et notifiée à l'entrepreneur, dans la limite de 15% du montant contractuel du marché. Cette augmentation ou cette diminution de la masse des travaux pourra, le cas échéant, faire l'objet d'un avenant établi dans les limites fixées ci-avant.

Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G en vigueur au moment de la passation du marché, la diminution limite fixée audit article est portée à 15 % de la masse initiale.

Par dérogation aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation en cas de diminution ou d'augmentation de la masse des travaux quelles qu'en soient le pourcentage.

3.2.5 **Sous détails de prix unitaires et de prix nouveaux**

A la première demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, l'entrepreneur fournira sous 10 jours ouvrables les sous détails de prix unitaires qui lui sont demandés afin de définir l'économie des prix du marché.

Chaque sous-détail de prix unitaire sera présenté en respectant le modèle représenté ci-après :

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	23 / 67

SOUS-DETAIL DE

A. FOURNITURES

Quantité	Prix d'achat	Total
Matériau principal de l'ouvrage		
Matériaux accessoires		
TOTAL =		

Coefficient pour livraison, manutentions, tous transports à pied d'œuvre, stockage = €

B. MAIN D'ŒUVRE

Suivant qualification des divers intervenants sur le chantier.

Quantité ¹	Prix d'heures ₂	Total
TOTAL =		

Coefficient de charges sociales ³ =

Total hors T.V.A. = €

Coefficient de vente (frais généraux, aléas, bénéfice) =

Soit PRIX DE VENTE =

..... €

3.2.6 Modalités de règlement des comptes – décomptes mensuels – Décompte final

Le règlement des comptes sera réalisée via un progiciel de type EDIFLEX.

La plate-forme Ediflex, solution de dématérialisation des situations de travaux, est mise gratuitement à disposition des entreprises.

A la notification, l'entrepreneur saisira obligatoirement les données de son marché sur Ediflex. Il est précisé à l'entrepreneur que le nombre de caractères du DQE EDIFLEX est limité à 60 par ligne et les chiffres doivent être arrondis au centième. Par conséquent l'entrepreneur devra préparer sa DPGF sous format EXCEL en tenant compte de ces paramètres et devra la faire valider par la Maîtrise d'œuvre avant la mise en place sur la plateforme. Il saisira ensuite l'ensemble de ses situations sur cette plate-forme.

3.2.6.1 Décomptes mensuels

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire aura délégation pour présenter les situations de tous les co-traitants qui seront nécessairement concomitantes.

L'entrepreneur validera avec le pilote et la maîtrise d'œuvre un avancement des travaux exécutés mensuellement. L'avancement validé, l'entrepreneur dresse sur Ediflex un projet de décompte mensuel

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	24 / 67

des travaux exécutés, et éventuellement des approvisionnements livrés sur le chantier. Le titulaire devra joindre aux décomptes mensuels les factures signées des sous-traitants visées tampons + signature titulaire + sous-traitant (strictement conformes au montant saisi ou calculé en cas de révision dans Ediflex).

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement sont, en dérogation à l'article 12 du CCAG travaux, transmis sous format dématérialisé au maître d'œuvre via Ediflex., Le maître d'œuvre valide le projet de décompte dans le logiciel.

Le mois « M » est défini comme le mois de la situation.

La date du « T0 » qui enclenche le décompte des 50 jours du délai de paiement de la situation du mois « M » démarre le premier jour du mois « M+1 » ou du jour de remise de la situation si elle est postérieure au premier jour du mois « M+1 ».

Le titulaire devra impérativement avoir remis sa situation au maximum le 7ème jour calendaire du mois « M+1 ». Dans le cas contraire sa situation sera traitée le mois « M+ 2 ».

Toutefois la révision de sa situation sera conforme au mois d'exécution « M ». La date du « T0 » sera alors le premier jour du mois « M+2 » ou du jour de remise de la situation si elle est postérieure au premier jour du mois « M+2 ».

Pour les marchés à prix forfaitaires, les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire jointe par l'entrepreneur à son A.E. ou éventuellement celle détaillée en millièmes.

Rappel : l'avancement des états d'acompte est provisoire jusqu'à réception, la MOE, le Pilote et la MOA peuvent revenir sur des avancements si ceux-ci ont été surévalués en cours de chantier.

3.2.6.2 Cas des approvisionnements

Sur chantier, en usine ou en atelier, les approvisionnements seront évalués à l'aide des sous-détails des prix unitaires visés à l'article 9.3.3 du CCAG et dans les conditions prévues à l'article 9.4 du même document.

Ils ne seront pris en compte que dans la limite de 50% de la valeur calculée sur les prix ci-avant et sous réserve de production des factures et documents justificatifs.

Ces acomptes seront délivrés sous les conditions suivantes :

- Les ouvrages fabriqués ou préfabriqués ne seront pris en compte que lorsqu'ils constitueront des ensembles terminés prêts à être livrés ;
- Que sur demande préalable de l'entrepreneur, une constatation aura été faite sur place par le maître d'œuvre qui donnera lieu à un procès-verbal de constatation.

L'entrepreneur produira à l'appui de sa demande :

- Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas fabricant :
 - Les factures effectivement payées par lui justifiant qu'il a acquis les ouvrages fabriqués ou préfabriqués en toute propriété ;
 - une attestation d'assurance contre le vol, le vandalisme et l'incendie garantissant les ouvrages à concurrence de la valeur totale de l'acompte qu'ils engendrent avant abattement précisé ci-après.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	25 / 67

- Dans le cas où l'entrepreneur est fabricant, les acomptes seront évalués suivant les prix de fourniture 'matériel terminé' de la décomposition du prix forfaitaire qui devra obligatoirement faire apparaître par article :
 - le prix de fourniture du matériel terminé ;
 - le prix de transport sur le chantier ;
 - le prix de montage et mise en œuvre, y compris tous travaux accessoires.

Les approvisionnements resteront sous la responsabilité et sous la garde des entrepreneurs et devront être couverts par les assurances de l'entrepreneur et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant ces approvisionnements.

3.2.6.3 Délai maximum de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités, est fixé à 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

La formule de calcul est la suivante : montant TTC dû x (nombre de jours de retard / 365) x taux des intérêts moratoires applicable.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception par le Maître d'Œuvre du projet de décompte établi par l'Entrepreneur conforme (avec notamment factures de sous-traitants signées tamponnées). Il ne peut être antérieur au premier jour du mois qui suit celui d'exécution des prestations demandées en paiement.

Ce délai global est interrompu de droit dans le cas où des erreurs ou manquements seraient constatés par le MOE ou la MOA sur un acompte. Il recommence à courir dès réception des éléments modificatifs ou manquants transmis par l'entrepreneur.

3.2.6.4 Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux en vigueur lors des encaissements.

3.2.6.5 Paiement des sous-traitants

En application de l'article R2193-10 du code de la commande publique, les dispositions suivantes s'appliquent dès que le seuil de 600 euros toutes taxes comprises est atteint pour les sous-traitants qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées.

3.2.6.6 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le titulaire du marché saisit sur Ediflex l'ensemble des documents nécessaires au paiement du sous-traitant. Le sous-traitant n'intervient donc pas sur Ediflex.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	26 / 67

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose contre récépissé.

Le titulaire ou celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus.

En cas de refus le titulaire devra en informer le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Le titulaire intègre la facturation du sous-traitant dans la facturation Ediflex

3.2.6.7 Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées dans les conditions définies ci-après.

La réglementation applicable pour la révision des prix est celle en vigueur à la date limite fixée pour la remise des offres.

PRIX REVISABLES

En application de l'article 10.5 du CCAG et par application de l'article R2112-13 du code de la commande publique, les prix du marché sont révisables.

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés mensuellement.

Le marché objet de la présente opération fera l'objet d'une révision de prix suivant les indications ci-après.

Prix révisé = Prix x Cn.

Le coefficient Cn est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \frac{In}{Io}$$

Dans laquelle 0,15 = partie fixe.

In = Valeur de l'indice de référence **BT01** au mois « m » de l'acompte ;

Io = Valeur de l'indice de référence au mois « m0 » tel que défini dans l'acte d'engagement. Les indices de référence sont publiés par l'INSEE.

Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la publication de l'index ou de l'indice correspondant.

Le montant des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde devra faire apparaître :

- les taux de TVA fixés par la réglementation ;
- les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation.
-

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	27 / 67

3.2.6.8 Décompte final

Les travaux feront l'objet d'un projet de décompte final dans les conditions fixées au CCAG.
Il sera réalisé via Ediflex.

Le décompte identifiera clairement la partie forfaitaire du marché, les postes afférents à des travaux modificatifs ainsi que la révision. Il identifiera également le montant de chaque acompte facturé et le montant réel réglé par le Trésor Public. Les entrepreneurs doivent en conséquence créer dès le démarrage de l'opération un tableau reprenant pour chaque situation les montants demandés en bas et révisions, les montants corrigés par la MOE et les montants réglés in fine par le Trésor Public.

Avant la présentation du projet de décompte final à la maîtrise d'œuvre, l'entreprise devra impérativement :

- avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la réception ;
- avoir réglé l'ensemble des problématiques liées aux actes de sous-traitance ;
- avoir présenté lors du dernier décompte avant le projet de décompte général une proposition de paiement assurant le règlement de l'intégralité des sommes dues à chacun de ses sous-traitants, dans l'hypothèse bien évidemment où la prestation des sous-traitants serait intégralement réalisée.

3.2.7 Dégradation en cours de chantier

Au cours du chantier, l'entrepreneur est responsable de l'ensemble de ses ouvrages. Dans le cas où l'entrepreneur estime avoir subi un préjudice du fait de dégradations, la maîtrise d'ouvrage ne saurait être appelée dans la cause.

3.2.8 Dépenses d'intérêt commun

L'entrepreneur du lot 03, ou le mandataire du groupement d'entreprises attributaire du lot 03 est responsable de toutes les dépenses communes relatives au chantier pendant la période de travaux jusqu'à la réception des travaux y compris pour les besoins des lots A, B ou interventions des livraisons d'équipements sur le chantier.

Il n'y aura donc pas de compte prorata

ARTICLE 4 DELAIS D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

4.1 Délais d'exécution et calendrier détaillé d'exécution

4.1.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont décomptés conformément à l'article 18 du CCAG.

Le délai global des travaux comprend la période de préparation, les intempéries et congés payés et court à compter de la date indiquée sur l'ordre de service de début d'exécution, démarrage des travaux. Cet ordre de service fixe la date de départ du délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution constituant l'ensemble du présent marché est fixé dans le planning prévisionnel en annexe 2 au CCAP.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	28 / 67

4.1.2 Calendrier d'exécution

Le titulaire du lot 03 désigne un responsable de la mission OPC dans son équipe qui est notamment en charge de l'établissement et le suivi du calendrier d'exécution, des plans d'installations de chantiers phasés.

Le calendrier contractuel des travaux pour la phase de travaux construction sera arrêté pendant la période de préparation du chantier.

A partir du calendrier prévisionnel directeur des études d'exécution et des travaux, l'entreprise établit en concertation avec la maîtrise d'œuvre une proposition de calendrier détaillé des études d'exécution et des travaux dans un délais maximal de 4 semaines après notification du marché.

Le calendrier détaillé des études d'exécution et des travaux fait apparaître :

- les délais d'études et d'approbation des plans ;
- les présentations d'échantillons, des prototypes et des locaux témoin ;
- les commandes et les délais d'approvisionnement ;
- les dates de livraison des matériaux et matériels sur le chantier ;
- les interventions des lots 01 A et 02 B
- l'ensemble des tâches décomposées par zones afin d'atteindre les jalons détaillés dans le calendrier directeur des études d'exécution et des travaux
- Le détail des tâches lot 01 A et lot 02 B

Il sera ensuite soumis à l'approbation du maître d'œuvre et sera contractualisé avant la fin de la période de préparation de chantier. Il devra être repris autant de fois que nécessaire par l'entreprise dans des délais compatibles avec cet objectif.

Le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou son AMO pourront demander à l'entrepreneur de fournir tout calendrier détaillé complémentaire, comme par exemple :

- calendrier des trois premiers mois
- calendrier d'établissement et de production de plans et documents ;
- calendrier de présentation d'échantillons, des prototypes et des locaux témoin ;
- calendrier des travaux préparatoires, comme par exemple les installations de chantier ;
- calendrier de rattrapage en cas de retard ;
- calendrier à 8 semaines, celui-ci comportera des tâches telles qu'énumérées ci-dessus, dont la durée sera au maximum d'une semaine ;
- calendrier détaillé interne.

Après élaboration par l'entrepreneur, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article 4.2 ci-après. Il est ensuite visé par le Maître d'œuvre qui le notifie à l'entrepreneur par ordre de service.

Au cours du chantier l'entreprise devra modifier le calendrier détaillé d'exécution afin de suivre l'avancement des travaux dans la limite du maintien des jalons et du délai d'exécution.

De plus, le constat d'avancement des études et travaux détaillé par zone et corps d'états se fera chaque semaine. Pour cela, le titulaire remettra à une échéance fixe qui sera déterminée pendant la période de préparation de chantier, la feuille hebdomadaire sur laquelle il sera porté pour la semaine écoulée :

- les avances ou retards constatés,
- les motifs des retards,

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	29 / 67

- les prévisions de rattrapage,
- Les effectifs sur le chantier,
- les journées d'intempéries éventuelles.

En cas de retard du titulaire de tâches sur le chemin critique, donc sans marge libre et décalant le délai global de livraison, le maître d'œuvre, pourra à tout moment lui prescrire de définir dans un délai de 5 jours calendaires les moyens exceptionnels à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

A défaut par le titulaire d'avoir satisfait à la demande du maître d'œuvre et ou de l'AMO pilote dans le délai susvisé, le maître d'œuvre pourra lui notifier un calendrier de rattrapage produit par l'AMO Pilote par ordre de service.

Dans les deux cas, le titulaire devra examiner en conséquence l'organisation de ses travaux et sera amené si nécessaire à travailler à 2 ou 3 postes.

Les conséquences de ce remaniement seront aux frais du titulaire.

Les difficultés qu'il pourra rencontrer pour effectuer ce remaniement ne pourront, en aucun cas, justifier une demande de prolongation des délais, ni l'autoriser à présenter une réclamation basée sur ce chef.

Les retards antérieurs à la notification du calendrier de rattrapage ne couvrent pas ces derniers et s'effectuent sans préjudice de l'application des pénalités de retard prévues au présent CCAP.

4.2 Prolongation des délais d'exécution

4.2.1 Intempéries

En vue de l'application éventuelle de l'article 18 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles et comprises dans le délai contractuel d'exécution, au sens de l'article 18.2.3 du C.C.A.G est de 50 jours

Seuls les arrêts du fait d'intempéries, au-delà du nombre de journées réputées prévisibles, ouvriront droit à décompte pour prolongation éventuelle de délais, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Des délais supplémentaires entraîneront un allongement du délai d'exécution des travaux mais ne donneront en aucun cas droit à rémunération et indemnisation de l'entrepreneur.

La prise en compte des journées ou demi-journées d'intempéries est subordonnée à :

- la constatation faite par le pilote, à la demande de l'entreprise, le jour même et communiquée au maître d'œuvre lors de la réunion de chantier suivante. Elle sera portée au compte-rendu de chantier ;
- un rapprochement de l'entreprise de la station météo de Montsouris afin de fournir au pilote des données conformes aux conditions d'intempéries mentionnées plus loin ;
- la fourniture des justificatifs par production des copies de remboursement de chômage intempéries par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment ou la justification officielle par un organisme agréé, après approbation de cet organisme par le maître d'œuvre.

Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries. Elles ne sont pas prises en compte pour les travaux à réaliser à l'intérieur des locaux mis hors d'eau et hors d'air.

Les journées d'intempéries donnant lieu à prolongation du délai particulier propre à une prestation, et compte tenu des spécifications ci-avant, sont justifiées par l'entrepreneur par la production des copies

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	30 / 67

des remboursements de chômage-intempéries par la caisse des congés payés du bâtiment. Ces justifications sont fournies au fur et à mesure de la constatation des journées d'intempéries donnant lieu à prolongation.

4.2.2 Prolongation des délais pour cause d'intempéries

En application de l'alinéa 2.3 de l'article 18 du C.C.A.G Travaux, le délai pourra être prolongé d'une durée égale à celle des intempéries pour les corps d'état touchés par ces intempéries, tel que détaillé ci-après, si leur durée est supérieure au total des intempéries prévues ci-dessus.

Sera considérée, suivant la nature des travaux intéressés, comme journée d'intempéries, à l'exclusion de toute autre, toute journée au cours de laquelle aura été remplie une des conditions mentionnées ci-après et dont les définitions sont les suivantes :

Catégorie	Nature du phénomène	Intensité de base	Durée
A	Pluie	1h et au moins 6 mm	Par demi-journée (de 8h à 13h et de 13h à 18h) : Précipitations qui durent au moins 1h et dépassent les 1mm (1 litre d'eau /m²) Par journée : précipitations d'une hauteur de 15mm sur la journée entière.
B	Vent	60km/h	Par demi-journée (de 8h à 13h et de 13h à 18h) : Rafales de plus de 60km/h.
C	Neige	2 cm	Si à 8h00 l'intensité limite est constatée ou pour des précipitations supérieures à 10 mm d'eau après fonte
D	Gel	-2°C	Par journée : Les jours où la température de l'air sous abri est inférieure à -2°C à l'ouverture du chantier. Par demi-journée : Pour certains travaux, sont décomptés pour 4h les jours où la température est inférieure à +3°C mais supérieure à -2°C

Le poste météorologique de référence est Paris Montsouris.

Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions :

- Intempéries type A : Travaux de terrassement, structure en béton armé, étanchéité, façades, clos et couvert.
- Intempéries de type B, C et D : Travaux de structure en béton armé, couverture, façades, vitreries extérieures, charpente métallique. Pour les intempéries de type B, sont plus particulièrement concernés les travaux sur échafaudages ou assimilés et les grues.

Tâches non soumises aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos-couvert et préchauffage ;

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	31 / 67

- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

4.3 Pénalités – retenues provisoires

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, les modalités d'application des pénalités sont définies ci-après.

L'application de pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives définies dans le C.C.A.G. (article 52).

Les pénalités et retenues ne seront pas révisées.

Par dérogation au CCAG, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Etant entendu que les clauses portant sur les pénalités décrites ci-dessous, et ceci quelques soient leurs motifs, sont applicables dans le cadre des prestations à réaliser

Tous les types de pénalités pour retard décrite ci-dessous pour les prestations identifiées comme étant à réaliser pendant la période de travaux principaux seront appliquées sur la base du planning notifié.

L'ensemble des retenues/pénalités est applicable de plein droit par simple constatation par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre, , le BCT ou le CSPS, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'Entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'Entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas d'Entrepreneurs groupés payés séparément, les retenues/pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les retenues/pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les retenues provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement, notamment sur proposition du Maître d'Œuvre.

4.3.1 Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

Cette pénalité est évaluée à partir du montant du marché hors TVA.

Le calcul des pénalités et retenues est effectué par le Maître d'Œuvre et fourni à titre indicatif à l'entrepreneur mandataire pour répartition entre ses éventuels co-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition, le montant global des pénalités et retenues est prélevé en totalité sur les sommes dues au mandataire sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les éventuels co-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, est fournie par l'entrepreneur mandataire dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception telle qu'elle est prévue au 3 de l'article 41 du C.C.A.G Travaux. Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par l'entrepreneur mandataire.

Retard sur les délais dans les calendriers contractuels

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	32 / 67

En complément des indications de l'article 19.1 du C.C.A.G Travaux et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'Entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux de l'entrepreneur notifiée par OS et la date de terminaison des travaux sans neutraliser les diverses interruptions. Ces pénalités peuvent être appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution de l'entrepreneur et de la date d'expiration des travaux contractuelle.

Le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé conformément à l'article 19.1 du CCAG Travaux à 1/3 000 du montant HT de l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 19.2.2, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités s'appliquent sur les retards dans la réalisation des tâches et le respect des dates jalons :

Des retenues journalières de 5000 euros/jour calendaire ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une des tâches « jalon » identifiées comme contractuelles. Ces dates jalons contractuelles sont obligatoires.

Les jalons suivants inscrits dans le calendrier en annexe au CCAP seront identifiés dans le calendrier d'exécution :

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	33 / 67

Fin de la période de préparation de chantier
Base vie phase 1 opérationnelle
Présentation des échantillons
Base vie phase 2 opérationnelle
Validation prototype façade
Fin synthèse infra
Obtention ATEX FOB
Base vie définitive opérationnelle
Fin synthèse
Fin des études de GO
Fin GO Aile Sud
Fin des fondations
Présentation des zones témoins
Fin GO PH RDC
HE Provisoire Infra
Fin GO Rectangle Nord
Fin des LT INFRA
Fin GO Bande Sud/ Fin GO
MAD verticalités GO
Hors d'eau définitif
Hors d'air Complet
Fin des verticalités
Mise sous tension pour essai
PCS opérationnel pour essais coordonnés SSI
Commission de sécurité
Reception

Par ailleurs, le calendrier d'exécution devra identifier des jalons d'achèvement des travaux par corps d'états et par zone compatible avec un démarrage de pre-OPR ;, bons à fermer par zones, puis les OPR par zone.

Des retenues journalières pourront être également applicables

- dans le cadre de l'installation et le repliement de chantier.
- dans le cas où des délais pour une tâche sont fixés en réunion de chantier et non respectés par l'entrepreneur.
-

Toutes les retenues et pénalités objet des articles 4.3.1 à 4.3.3 ci-avant sont cumulables entre elles conformément au CCAG. Les pénalités définitives sont plafonnées à hauteur de 10 % du montant total hors taxe du marché.

Le produit du montant des retenues et pénalités, objet de l'article 4.3, vient en atténuation de la dépense due au titulaire. S'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un ordre de recette.

Retard dans la levée des réserves :

Si l'Entrepreneur n'a pas levé dans le délai fixé au présent C.C.A.P les réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des retenues/pénalités de 500 euros par réserve et par jour calendaire de retard sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement avec un plafond de 10 000 euros

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	34 / 67

par jour calendaire de retard forfaitairement pour l'ensemble des réserves, même si le Maître de l'Ouvrage décide de l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G Travaux.

4.3.2 Autres pénalités

En complément des pénalités précitées, l'Entrepreneur encourt les retenues ou pénalités exposées dans le tableau de la page suivante.

MOTIF	MODE DE CALCUL	FREQUENCE
Autres retards		
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires aux études, à l'ordonnancement, à la coordination ou l'exécution des travaux, dans la diffusion et présentation des prototypes d'éléments de construction, échantillons. Liste non exhaustive : plans d'exécution ; notes de calculs, fiches techniques, études de détail, plans de synthèse, méthodologies, production de justification et/ou prévisions de prix et devis pour ouvrages non prévus , planning, PIC, PV d'essai, fiches techniques, autocontrôles, PPSPS, réponse aux avis du BCT, DC4, DOE, DUEM, bordereaux de suivi des déchets ou des terres polluées, documents relatifs à la démarche de qualité environnementale, tableau de suivi mensuel de gestion des déchets, documents administratifs (habilitations, contrat de travail, déclarations sur l'honneur, liste des véhicules, attestations d'assurance..., ordres de services ou avenants, documents liés à la clause d'insertion sociale, documents de suivi de la qualité environnementale etc).	1000,00 € à déduire sur le montant total TTC avec un plafonnement cumulatif à 3000 € par jour	par document et par jour calendaire de retard
Inclusion de matériaux et équipements de reemploi/du recyclage		
En cas de non respect des objectifs décrits dans la note économie locale et circulaire : - <u>Sur le périmètre des aménagements de l'emprise bâtie</u> Soit A la performance atteinte à l'issue du chantier exprimée en %, arrondie au 0,01% près supérieur (exemple : si performance de 0,777% atteinte, alors A = 0,78%) La retenue P est établie selon la formule suivante, en € TTC: $P = (1 - A) \times 500\,000$ - <u>Sur le périmètre des aménagements extérieurs à l'emprise bâtie :</u> Soit B la performance atteinte à l'issue du chantier exprimée en %, arrondie au 0,1% près supérieur (exemple : si performance de 15,23 % atteinte, alors B = 15,3%) La retenue P' est établie selon la formule suivante, en € TTC: $P' = (20 - B) \times 12\,500$	$P = (1 - A) \times 500\,000$ $P' = (20 - B) \times 12\,500$	Sur rapport final de l'entreprise avec l'ensemble des justificatifs
Gestion des déchets et des terres polluées		
Absence du prestataire de l'entrepreneur chargé de l'orientation des terres polluées lors des terrassements	500 € à déduire sur le montant total TTC	Par demi-journée d'absence
Situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : Dépôts de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites, Dépôt de déchets en dehors de la benne prévue à cet effet, Défaut d'évacuation des gravats	500,00 € à déduire sur le montant total TTC	Par infraction constatée et par jour calendaire jusqu'à mise en conformité
Non fourniture des bordereaux de suivi des déchets	2 500 € à déduire sur le montant total TTC	par document
Non-respect du tri des déchets : absence ou erreurs de tri conduisant à un nombre important de bennes à déchets déclassées)	1000,00 €. à déduire sur le montant total TTC	Par infraction

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	35 / 67

MOTIF	MODE DE CALCUL	FREQUENCE
Recours à un collecteur de déchets non validé ou non conforme aux exigences de la charte chantier à faibles nuisances		Les évacuations non conformes ne seront pas rémunérées
Infraction à la réglementation concernant les déchets : En cas de dépôts sauvages, brulage ou enfouissement illégal des déchets	10 000 € à déduire sur le montant total TTC	Par infraction
Non atteinte du pourcentage de valorisation visé pour les déchets du chantier	200 000 € à déduire sur le montant total TTC	Fin de chantier
Organisation, propreté du chantier et gestion des nuisances		
Les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : Défaut ou retard dans le nettoyage du chantier, de ses abords, des voies d'accès ou non entretien des protections de chantier, Défaut de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier, Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives, défaut d'affichage des panneaux de chantier, stationnement en dehors des zones autorisées sur le chantier, stationnement de véhicules ou d'engins sur la voie publique, pollution de l'eau ou du sol (fuite d'hydrocarbures, etc...), Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation et la notice environnementale de chantier à faibles nuisances du projet, matériel de chantier ne permettant pas de réduire les nuisances, non-respect de la procédure d'alerte en cas d'empoussièrement, non-respect de la mise en œuvre d'actions limitant l'empoussièrement Non-respect des engagements sur le transport fluvial et son organisation	1000,00 € à déduire sur le montant total TTC	Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire
Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination ou toute autre réunion sur convocation de la MOA-MOE-OPC-CSPS-BCT, visite de chantier, CISSCT	500,00 € à déduire sur le montant total TTC	Un retard supérieur à 30 min sera assimilé à une absence
Réalisation d'intervention sans permis feu préalable	1 000 € à déduire sur le montant total TTC	Par infraction constatée
En cas de non-respect des obligations définies à l'article « Certificats » du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales.	500 euros par jour de retard	Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Défaut d'agrément des sous-traitants

L'agrément signé de la MOA, ainsi que la visite d'inspection commune avec le CSPS, est un préalable indispensable à toute présence sur site. Toute entreprise dérogeant à la législation se verra immédiatement appliquer une pénalité définitive de 2500 € et il sera procédé à une éviction automatique du chantier du sous-traitant non agréé, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou rallongement de délai. Les demandes d'agrément de sous-traitance devront donc être anticipées par les entrepreneurs.

Non-respect des engagements d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	36 / 67

4.3.3 Pénalités liées à la sécurité

MOTIFS	MONTANT	FREQUENCE	A PARTIR DE
Les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : Tenue de chantier non-conforme, emprise sur voirie non-déclarée, absence d'autorisations de voirie, emprise sur domaine public non sécurisée ou dangereuse (absence ou manque d'éclairage, de signalisation...etc), non-respect des mesures de sécurité de l'autorisation de voirie, non-respect des mesures de sécurité ou d'organisation vis-à-vis de l'hôpital existant, livraisons, co-activité dangereuse, exposition du personnel et du public à des situations dangereuses, mise en danger du personnel chantier, refus de port des EPI. Non-respect des règles de sécurité définies en début de chantier relativement à la circulation des véhicules sur la voie publique, ainsi qu'à l'entrée et à la sortie du chantier, non application des décisions prises en CISSCT, non application des mesures de prévention prévues au PGC ou du plan de prévention, non application des mesures préconisées au RJ	1000 € à déduire sur le montant total TTC	Chaque cas	Par infraction constatée, et le cas échéant par jour calendaire jusqu'à mise en conformité ou en sécurité
Non-respect des mesures de sécurité sanitaire définies pour le chantier ou imposées par la réglementation (les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : non-respect des accès, organisation de la base vie ou des installations de chantier non conforme, défaut de port du masque ou autres EPI imposés)	1000 € s à déduire sur le montant total TTC	Chaque cas	Par infraction constatée, et le cas échéant par jour calendaire jusqu'à mise en conformité ou en sécurité

4.4 Prime pour avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

4.5 Propreté sur le chantier

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que le chantier doit être en permanence en état de propreté. Des ordres de service exécutoires sans incidence financière signés par la MOE seront le cas échéant notifiés à l'entrepreneur afin d'ordonner une remise en état de propreté, et les pénalités relatives pourront être appliquées.

En l'absence de résultats probants après une première campagne demandée par mise en demeure, la MOE et la MOA se réservent la possibilité de faire appel à une entreprise extérieure pour réaliser un ou des nettoyages globaux du chantier. Le montant de ces interventions seront retenues à l'entrepreneur.

Dès la constatation d'une dégradation des voiries publiques, Les réparations et/ou l'entretien sera effectué par l'entreprise du lot 03 sur une distance suffisante dans toutes les directions à partir du chantier ; cette imposition étant particulièrement importante pendant la phase de terrassement.

Dans l'éventualité où les services de voirie locale jugeraient opportun d'intervenir pour effectuer des nettoyages complémentaires, le règlement de la facturation de ceux-ci serait assuré directement par les entreprises responsables.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	37 / 67

En cas de dégradation des voies, l'entreprise devra la remise en état.

L'entreprise devra assurer, si nécessaire et à la moindre injonction des services chargés de la gestion des voiries, le nettoyage des voies empruntées par les véhicules desservant le chantier. Elles feront leur affaire du personnel et des engins nécessaires (balayeuses, arroseuses...) et des coûts associés.

4.6 Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution

En cas de non fourniture, à la date de la réception, en dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, des plans et autres documents conformes à l'exécution, une retenue forfaitaire provisoire égale à 100.000 € (dix mille euros) hors taxe sera opérée sur les sommes dues à l'Entrepreneur en sus des pénalités pour retard prévues au marché. Au-delà d'un mois suivant la réception, après mise en demeure préalable, si les documents et plans ci-dessus ne sont pas fournis ou s'ils sont incomplets, la totalité de la retenue provisoire deviendra définitive.

ARTICLE 5 CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE - GARANTIES

5.1 Retenue de garantie

5.1.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie sera appliquée sur tous les acomptes toutes taxes comprises délivrés à chaque Entrepreneur, elle est de 5 % (cinq pour cent), pour les marchés publics conclus avec une petite ou moyenne entreprise, le taux est de 3%.

Elle couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant la garantie de parfait achèvement.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande au gré du titulaire. Le Maître d'Ouvrage accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace l'application de la retenue de garantie.

Cette garantie peut être constituée en totalité pendant toute la durée du marché. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou garantie à première demande sont libérés si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement, selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

5.1.2 Régime des garanties

En application des articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique :

- La garantie à première demande est établie selon un modèle fixé par un arrêté du Ministère chargé de l'Economie et des Finances ;

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	38 / 67

- L'organisme accordant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le Ministère chargé de l'Economie et des Finances ou le comité des établissements de crédit visé à l'article 29 de la loi n° 84-46 du 24 Janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit ;
- Le Maître d'Ouvrage conserve la liberté d'acceptation ou de non acceptation des organismes apportant leur garantie.

5.1.3 Nantissement

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-51 du code de la commande publique.

5.1.4 Avance forfaitaire

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option B est l'option retenue dans ce présent article.

Une avance peut être accordée au titulaire et ses éventuels cotraitants lorsque le montant initial du marché est au moins égal au seuil fixé à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance sera au plus égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché (déduction faite des travaux sous-traités) divisé par la durée du marché exprimé en mois.

Pour le titulaire, le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 20 % du montant initial du marché toutes taxes comprises et devra être terminé lorsque le dit montant aura atteint 80 % du montant du marché toutes taxes comprises.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, les sous-traitants bénéficiaires du paiement direct peuvent également et à leur demande bénéficier d'une avance.

Pour les sous-traitants, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues aux sous-traitants selon les mêmes modalités que le titulaire.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande pour le titulaire, les cotraitants et les sous-traitants. Le recours à la caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

ARTICLE 6 PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DE MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Les C.C.T.P. fixent la provenance des matériaux, produits dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2 Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. précise quels matériaux et produits font l'objet de vérification, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'Entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	39 / 67

L'entrepreneur adresse au Maître d'Œuvre, les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux qu'il se propose d'employer ; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

En complément des contrôles usuels et normalisés, l'entreprise procèdera aux contrôles et vérifications définis ci-après, en cohérence avec les procédures de contrôle qualité prévues au présent CCAP.

Par dérogation aux articles 21, 23.2 et 23.3 du C.C.A.G.-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, au moins trois (3) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité et l'accord préalable du maître d'œuvre, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre disposent d'un délai de 15 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

La terminologie applicable aux matériaux et aux ouvrages est celle définie par l'AFNOR et le REEF. Sous réserve de conformité avec les prescriptions du CCTP Travaux et acceptation du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, l'utilisation de matériaux, matériels, outillages et fournitures d'origine étrangère n'est pas interdite, en application de l'article 23.1 du CCAG Travaux.

Cette possibilité sera valable pour tous produits en provenance de l'Union européenne et pour les produits d'autres provenances sous les réserves formulées ci-après et respectant la réglementation en matière d'importation.

En tout état de cause, les produits concernés, quelle que soit leur origine, devront être conformes aux normes françaises ou équivalent sur le territoire de l'Union européenne ou avoir fait l'objet d'un avis favorable de l'organisme officiel français ou européen compétent pour le produit considéré.

Il reste entendu que le choix d'un produit d'origine étrangère ne saurait autoriser l'entrepreneur à se prévaloir d'un droit quelconque à déroger à ses obligations contractuelles, entre autres retard des travaux dû à un délai de livraison important ou refus d'autorisation d'importation, demande de majoration de prix du fait des cours des changes, des droits de douane, etc.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un matériel ou de matériaux étrangers, il sera exigé suivant le cas :
- Soit l'accord du service national compétent (service des Mines à titre d'exemple),
- Soit procès-verbaux d'essais en laboratoires permettant leur identification et correspondance aux normes françaises.

Les démarches et frais occasionnés de ce fait seront à la charge exclusive de l'entreprise.

6.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	40 / 67

Les pièces écrites du DCE définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux concernant les caractéristiques, qualités de matériaux et produits à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle notoirement connu proposé par le maître d'œuvre.

En particulier, les matériaux et produits doivent être conformes aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Les frais de ces vérifications sont à la charge de l'entreprise.

6.4 Autres essais et vérifications des matériaux et produits

Par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G Travaux, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, peuvent décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux.

Tous les essais permettant de contrôler le bon fonctionnement sont dûs au titre du marché.

Pour les autres essais, si le résultat de ces essais et vérifications est défavorable à l'entrepreneur, il en supporte le coût. Dans le cas contraire, le Maître d'Ouvrage en supporte le coût.

6.5 Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixe pour la réception

Tous les composants entrant dans la composition des ouvrages et matériels de l'opération doivent offrir, au jour fixé pour la réception, une fiabilité égale à celle que ses composants ont à l'état de neuf (y compris les composants ayant été utilisés pour la bonne marche du chantier).

ARTICLE 7 PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX- ORDRES DE SERVICE

7.1 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le titulaire devra sous une semaine suite à la notification du marché,

- Désignation et présentation au représentant du pouvoir adjudicateur du représentant du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux,

7.1.1 Période de préparation

La période de préparation est fixée à 3 mois au calendrier prévisionnel, elle est comprise dans le délai contractuel .

Conformément à l'article 28.1 et en complément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG travaux, la note d'organisation de chantier en annexe au CCAP précise les tâches à réaliser pendant la période de préparation avec leur délai.

Cette liste n'est pas limitative et le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune omission.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	41 / 67

Le délai de période de préparation pourra être prolongé par le titulaire, après accord du représentant du pouvoir adjudicateur, dans le cas où le titulaire n'aurait pas rempli ses obligations dues pendant cette période ou dans le cas où il ne pourrait pas commencer les travaux.

L'ensemble des pièces devra être remis au représentant du pouvoir adjudicateur sous format «.pdf » pour ce qui concerne les documents écrits et sous format « revit », « autocad » et « pdf » pour les plans. Les rectifications qui seraient demandées au titulaire devront être faites dans un délai de 10 jours.

En cas de retard dans l'établissement, la remise ou la rectification de ces pièces, il sera fait application de la pénalité fixée au présent CCAP.

En complément de l'article 28.1 du CCAG-Travaux et de l'article 4.3 du présent CCAP, si des retards imputables au titulaire, dans les tâches et prestations à réaliser pendant la période de préparation entraînent un report de l'ordre de service de démarrage des travaux, le délai d'exécution des travaux du lot en question sera alors réduit de la durée de ce report.

S'il s'avérait que ce report avait un impact sur le délai d'exécution des travaux d'autres lots, le titulaire se verrait infliger une pénalité provisoire telle que définie à l'article 4.3 du présent CCAP.

7.1.2 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférant à l'exécution des travaux – vérifications

L'entrepreneur est réputé avoir, avant la remise de son offre :

1. apprécié la complexité du projet. Pour cela, tous les documents du D.C.E. sont à la disposition de l'Entrepreneur durant la consultation des entreprises pour lui permettre d'apprécier ces paramètres.
2. procédé à une visite détaillée du site, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.).

Cette visite a permis d'identifier les ouvrages sur site notamment :

- a. forage de reconnaissance géothermie à conserver
 - b. les ouvrages piézométriques à conserver
 - c. les sondages non-comblés
3. contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises notamment celles données par les plans et le C.C.T.P., s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre.

La responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis du Maître d'Ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrit ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

7.2 PLANS D'EXECUTION – ETUDES DE DETAILS – ETUDES

7.2.1 Généralité

Un processus BIM est mis en œuvre pour la réalisation du projet HUSOGPN.

Un Plan de Gestion BIM EXE est rédigé pour les phases d'exécution et de synthèse (Voir annexe BIM au CCAP).

Sur la base des maquettes numériques guides établis par la Maîtrise d'Œuvre, les plans d'exécution des ouvrages avec notes de calculs et fiches techniques, les études de détails, spécifications à l'usage du

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	42 / 67

chantier, plans d'atelier et de chantier, les études de synthèse sont à la charge de l'Entrepreneur. L'entrepreneur a ainsi en charge la modélisation de tous les ouvrages dans une maquette BIM de conception répondant à la charte BIM en annexe au CCAP y compris modifications et ne peut demander l'utilisation ou la mise à jour de la maquette de conception de la maîtrise d'oeuvre

Tous ces documents établis par l'Entrepreneur sont soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre à partir d'une plateforme GED, due par l'entrepreneur.

Les plans d'exécution accompagnés des notes de calculs et toutes les justifications nécessaires seront soumis au visa du bureau de contrôle technique pour ce qui concerne ses missions. Sur demande du contrôleur technique, l'entrepreneur lui adressera une version papier des différents plans et notes de calcul.

Les plans d'exécution et autres documents d'exécution font partie des obligations de l'entreprise au même titre que l'exécution de leurs travaux.

Les retards dans la fourniture et l'établissement de ces plans feront l'objet des pénalités prévues à l'article 4.3.2 ci-avant, que ces retards soient dus :

- à la non présentation du document :
- au refus de visa du Maître d'œuvre ou du visa du contrôleur technique pour insuffisance d'études.

L'entrepreneur doit remettre dans la période de préparation sous 10 jours calendaires la liste prévisionnelle de ses plans et documents d'exécution issus des maquettes d'exécution accompagnés de leur date prévisionnelle d'édition.

7.2.2 **Elaboration des plans d'exécution**

Tous les plans seront issus de la modélisation 3D des maquettes numériques.

C'est dans le cadre des dispositions décrites ci-dessus que seront réalisées la coordination des études et l'élaboration des plans d'exécution et de tous les documents nécessaires à l'exécution des travaux (l'ensemble étant désigné par la suite par le terme général de « plans d'exécution »).

L'Entrepreneur de chaque lot est responsable et chargé de l'élaboration des plans d'exécution de ses ouvrages.

Les frais d'élaboration des documents d'exécution sont réputés inclus dans les prix forfaitaires de l'Entrepreneur même si plusieurs circuits de mouvement de plans sont nécessaires.

Les observations du maître d'œuvre et du bureau de contrôle technique seront prises en compte par l'Entrepreneur qui éditera de nouveaux plans conformes à ces observations.

Les différents documents objet du visa seront soumis en temps utile via une plateforme BIM/GED au maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour approbation ou visa, ce visa ne dégageant en rien la responsabilité de l'entreprise.

Après visa, il appartient à l'entreprise d'en assurer la reproduction et la diffusion nécessaires.

L'Entrepreneur doit établir préalablement à ses plans d'exécution, les plans nécessaires à l'établissement des plans de synthèse. Ces derniers sont nécessairement issus de la modélisation 3D de la maquette numérique exécution.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	43 / 67

Ces plans seront réalisés avec le logiciel REVIT dans la version qui sera précisée par la MOE, en fonction de la date de notification des marchés de travaux. Les entreprises devront le cas échéant se procurer la dernière version.

Cette production modélisée des plans sera opérationnelle depuis le stade initial de production des plans jusqu'au stade d'élaboration des DOE.

L'Entrepreneur a obligation de recueillir en temps utile les visas du Maître d'œuvre et du contrôleur technique, qui ont pour ce faire un délai maximal de quinze jours calendaires.

S'il commandait des fabrications ou réalisait des prestations sans ces visas, il le ferait à ses risques et périls.

Les plans d'exécution de l'Entrepreneur devront être élaborés en concordance avec les autres lots, de telle sorte qu'ils puissent recevoir le visa du Maître d'œuvre et du contrôleur Technique aux échéances fixées par le calendrier d'exécution des études et travaux.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution.

Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et/ou le contrôleur technique, pour se soustraire à ses obligations contractuelles ou pour en diminuer la portée.

Les documents d'exécution : Maquette, plans, schémas et notices seront établis par l'entrepreneur à ses frais et remise par lui à la Maîtrise d'Œuvre sous la forme précisée en début de chantier.

Ces documents pourront faire l'objet d'observations ou de mises au point autant que nécessaire. Le contenu des maquettes d'exécution sera détaillé dans le plan de Gestion BIM.

Aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les documents.

L'entrepreneur sera tenu de :

- établir sa ou ses maquettes d'exécution à partir des maquettes Guides de la MOE, ou recréer sa propre maquette après avoir obtenu du BIM Manager de la MOE les consignes et modes opératoires nécessaires
- signaler les divergences entre les cotes numériques, les dimensions sur les plans et les dimensions relevées in situ
- solliciter, de la part de la Maîtrise d'Œuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis
- contrôler sur place, les dimensions des ouvrages existants ou ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, ainsi que les états de surface, la planéité et toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres travaux
- respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis par la MOE.
- Respecter les nomenclatures définies pour l'appellation des locaux ou des équipements
- Faire apparaître entre deux indices de plans de façon significative et sous la forme qui sera définie par la maîtrise d'œuvre, les modifications apportées.

Tous les documents d'exécution sont déposés sur les plateformes dédiées ainsi que fournis et remis en nombre d'exemplaires suffisant au Maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au bureau de contrôle.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	44 / 67

L'entrepreneur s'engage à communiquer à ses cotraitants et/ou sous-traitants, ainsi qu'au contrôleur technique, dans les délais suffisants, toutes études techniques, tous calculs, tous dossiers d'exécution, avis techniques, cahier des charges d'exécution, P.V. de comportement au feu, etc.

Ces documents, établis ou non par l'entrepreneur, ne peuvent en aucune façon modifier les marchés.

Ils sont soumis au maître d'œuvre, au fur et à mesure des besoins et, sauf dérogation expresse, dans les délais définis sur le planning études établi pendant la période de préparation, afin qu'ils puissent les contrôler et les rectifier, s'il y a lieu, avant de les viser. Le fait de cet accord ne peut, en aucune façon relever l'entrepreneur de son obligation de respecter les clauses de son marché.

Si l'Entrepreneur exécute des ouvrages sans avoir soumis au maître d'œuvre et/ou au bureau de contrôle les documents visés au présent article, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui peut entraîner le refus de l'ouvrage, sa démolition et sa reprise intégrale à ses frais.

L'attention de l'Entrepreneur est particulièrement attirée sur la responsabilité qu'il encoure du fait de la non observation de ces prescriptions.

7.2.3 Approbation des documents

Les documents remis par l'entrepreneur devront être visés par la Maîtrise d'Œuvre et le bureau de contrôle préalablement à toute exécution des travaux. Ce visa sera organisé dans la GED. Il n'atténue en rien la responsabilité de l'entrepreneur notamment sur le non respect des obligations contractuelles du marché qui n'auraient pas fait l'objet d'une signalisation et d'un accord spécifique de la MOA.

7.2.4 Numérotation des locaux et des équipements, tableau des équipements

L'entrepreneur devra réaliser l'ensemble des documents d'exécution (plans d'exécution, notes de calcul, synoptiques etc...) en tenant compte de la numérotation institutionnelle APHP des locaux et de la numérotation définie le cas échéant pour chaque équipement technique. Tous les équipements mise en place dans le cadre du présent marché feront l'objet d'un tableau à remplir par l'entrepreneur qui détaillera leurs caractéristiques, leur nomenclature, leur mode de repérage et la mise en œuvre de flash codes, leur localisation.

La nomenclature de tous les équipements sera définie dans la phase de préparation. Toute étude qui ne prend pas en compte cette nomenclature sera refusée.

L'objectif est d'injecter dans le logiciel GMAO de l'hôpital l'ensemble des données à la prise en exploitation du bâtiment.

7.3 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DE TRAVAIL

L'entreprise fera application des conventions collectives du bâtiment, de toute réglementation sociale locale en vigueur, et du règlement intérieur de l'établissement sans pouvoir élever aucune réclamation pour ce motif.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux. La proposition maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier, sera conforme à la législation en vigueur.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	45 / 67

7.4 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable à la totalité du présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

7.4.1 Les publics visés et objectif insertion

1) Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire ou une entreprise de travail temporaire d'insertion
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2) Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail et demandeurs d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP)
 - diplômés justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) éloignés de l'emploi ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire éloignées de l'emploi ;

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	46 / 67

j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, du facilitateur pour les clauses sociales, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Libellé du marché	Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée totale de l'exécution du marché*
3	Lot principal construction	350 000 heures

7.4.2 Les modalités de l'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Etablissement Public Plaine Commune, pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics—préalablement

Les heures travaillées, des personnes embauchées en CDI dans le cadre du marché par l'entreprise attributaire ou l'un de ses sous-traitants, pourront être comptabilisées en les multipliant par le coefficient 1,5 sur une période maximale de 24 mois (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché). Pour les contrats en alternance, ce sont les heures de formation qui se verront appliquer ce coefficient.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire, ou de ses sous-traitants, et pour assurer leur suivi en liaison avec l' EPT Plaine Commune - Maison de l'Emploi Plaine Commune.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une Entreprise de travail temporaire classique.

Quelle que soit l'option retenue pour la mise à disposition, l'entreprise attributaire, ou l'entreprise sous-traitante, s'engage à faire en sorte que l'organisme choisi, mette en place des mesures d'accompagnement et de suivi dans l'emploi du salarié mis à disposition, telles que : formation, action d'évaluation de compétences, action d'aide à la définition d'un projet professionnel, aide dans les démarches administratives... Ces mesures seront précisées dans une convention tripartite et/ou dans le contrat de travail signés par l'entreprise et le(s) salarié(s) concerné(s).

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	47 / 67

A l'issue de la période de mise à disposition du ou des salarié(s) concerné(s), l'organisme retenu par l'entreprise adresse, au facilitateur ou à la facilitatrice, un rapport qui fait le bilan des mesures d'accompagnement et de suivi dans l'emploi. La transmission de ce rapport conditionne la prise en compte définitive des heures d'insertion réalisées par le(s) salarié(s),

- ✓ **3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou une structure de travail protégé ou adapté (STPA).**

Dans ce cas, le calcul des heures d'insertion générées par un marché de sous-traitance se fait sur la base du ratio de 615 heures d'insertion par tranche de 50 000 €

Les entreprises peuvent débiter la mise en œuvre des clauses d'insertion dès contractualisation de leur marché en amont du démarrage de leurs travaux sur site et jusqu'à réception des travaux. Le travail en atelier et/ou un parcours dans l'entreprise peuvent être pris en compte dans le calcul des heures d'insertion à la condition de faire l'objet d'un parcours d'insertion qualitatif (à préciser avec le facilitateur ci-dessous)

7.4.3 L'accompagnement de l'action

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPT Plaine Commune – La Maison de l'emploi de Plaine Commune :

EPT PLAINE COMMUNE
La Maison de l'emploi de Plaine Commune
Service Développement de l'Emploi Local
Facilitateur : M. Frederic Fiquet
frederic.fiquet@plainecommune.fr
06.03.58.94.35 / 01.71.86.30.79

Dans ce cadre, le facilitateur a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et La Maison de l'emploi Plaine Commune) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et des structures de travail protégé ou adapté (STPA), du département de la Seine Saint-Denis, concernées par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion

7.4.4 L'insertion pendant et à l'issue du marché

Tout au long de l'exécution des prestations de marché ; le Titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Un tableau de suivi des heures d'insertion prévisionnel et réalisé (après validation du facilitateur) sera actualisé chaque fin de mois et remis à la MOE pour intégration dans le CR de chantier.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	48 / 67

Pendant et à l'issue du marché, le Titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément à l'article 7.5.4, « Le contrôle de l'action d'insertion » du présent cahier des clauses particulières.

Un tuteur sera nommé pour l'accueil et le suivi du candidat en entreprise.

Au cours de la prestation, l'entreprise Titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion formées sur le « chantier ».

A l'issue des travaux, l'entreprise Titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

7.4.5 Le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le représentant du pouvoir adjudicateur et l'Etablissement Public Plaine Commune peut intervenir à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPT Plaine Commune – La Maison de l'emploi de Plaine Commune de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et au plus tard le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

À tout moment ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et à l'Etablissement Public Plaine commune.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'Etablissement Public Plaine Commune étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

A l'achèvement du marché, le Titulaire présente au RPA et au site, l'attestation de l'Ensemble Paris Emploi Compétences ou du facilitateur concerné, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

7.5 ORGANISATION – SECURITE – HYGIENE DU CHANTIER

7.5.0 Installation de chantier

Les installations de chantier seront réalisées et maintenues pour toute la durée de la phase de travaux préalables par lot 03.

Les installations de chantier doivent être conformes aux plans guides d'installation de chantier joints au dossier de consultation éventuellement complétés et modifiés pendant la période de préparation.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	49 / 67

Elles sont en outre conformes aux dispositions légales et réglementaires notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des ouvriers.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Les dimensions, équipements et agencements des locaux doivent avoir reçu l'agrément du CSPA et des utilisateurs avant leur installation. Il est précisé que les installations de chantier doivent être dimensionnées pour accueillir les effectifs des 3 lots (lots 01, 02 et 03)

Les installations précitées sont maintenues en place jusqu'à l'ordre donné par le maître d'œuvre de procéder à leur enlèvement.

Certaines de ces installations peuvent nécessiter leur maintien en place au-delà de la date d'achèvement du délai global d'exécution et ce jusqu'à la réception des travaux sans que l'Entrepreneur puisse s'y opposer, prétendre à réclamation ni à indemnité.

7.5.1 Assurance des installations de chantier

Tous les bureaux et équipements de chantier seront couverts contre les risques habituels (incendie, dégâts des eaux, vols, explosions, etc.), le risque d'arrêt de chantier ou de retard qui résulterait de la disparition des documents stockés dans ces locaux, les pertes d'exploitation subies par les utilisateurs dans les conditions définies au chapitre « Assurances » ci-après.

7.5.2 Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs

L'opération est classée en 1ère catégorie. Les entreprises sont tenues de participer aux travaux du CISSCT.

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPA), conformément aux dispositions de la section 4 du décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce PGCSPA sera établi par le Coordonnateur de sécurité et de la protection de la santé. Il primera sur toutes pièces du dossier marché en matière de sécurité et de santé sur le chantier.

L'entrepreneur qui recourt à un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGCSPA.

7.5.2.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'entreprise en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

7.5.2.2 Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S prend les mesures

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	50 / 67

nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie d'une tâche ou d'un poste de travail.

7.5.2.3 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Libre accès du coordonnateur S.P.S. : le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Obligations du titulaire : l'entreprise communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 20 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

L'entreprise s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

L'entreprise informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'elle organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

L'entreprise donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre l'entreprise et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S., l'entreprise vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

7.5.2.4 Obligations de l'entreprise vis-à-vis de ses sous-traitants

L'entreprise s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément à la loi n°93-1418 du 31/12/1993 et ses décrets d'application.

Le PPSPS de l'entreprise sous-traitante doit être transmis au CSPS, en parallèle à la demande d'agrément.

7.5.2.5 Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	51 / 67

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

7.5.2.6 Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Le chantier est soumis, conformément aux dispositions de la section 5, titre III du livre II du Code du Travail, introduite par le décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, à l'obligation de P.P.S.P.S.

L'entrepreneur et chacun de ses sous-traitants doit établir le P.P.S.P.S. et le remettre au Coordonnateur au cours de la période de préparation.

Le PPSPS prend en compte les obligations du plan général et précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux, il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le PPSPS est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises de les répercuter.

7.5.2.7 Propreté de chantier

L'Entreprise se référera à l'ED 6263 de l'INRS en ce qui concerne la gestion des poussières de chantier et mettra en œuvre, à minima, les actions suivantes (liste non exhaustive) :

- durant toute la durée des travaux de démolition et de déconstruction par temps sec, toute disposition permettant d'éviter l'envolée de poussière, avec des arrosages qui seront prévus sur les voies de circulations pour minimiser l'envol de matériaux pulvérulents ;
- la consigne sera donnée aux conducteurs d'engin, lors des phases de chargements et d'évacuation des gravats, de déposer et non de « gerber » les déchets dans les bennes prévues à cet effet afin de supprimer les poussières inutiles ;
- les trottoirs et les chaussées seront nettoyés régulièrement.

De plus, l'entreprise devra prévoir dans son offre un nettoyage régulier des voiries avoisinantes au chantier et notamment l'avenue du capitaine Glarner et débouchage du point bas en cas d'ensablement du au chantier.

7.5.2.8 Dispositions relatives au D.I.U.O

En cours de chantier et dès que les dispositions nécessaires sont arrêtées, l'entrepreneur en tant que connaissant l'étendue et la qualité de ses ouvrages, est tenu de définir, réunir et transmettre au

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	52 / 67

Coordonnateur SPS en un exemplaire, les éléments nécessaires à la constitution du « Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage » (D.I.U.O.).

Le sommaire comportant la liste des documents à remettre doit être établi 8 mois avant la fin probable des travaux. Un dossier provisoire doit être remis 4 mois plus tard avant la fin probable des travaux.

7.6 FORME ET NOTIFICATION DES ECHANGES ET INFORMATIONS

La forme des échanges doit rentrer dans la logique « 0 papier ». Tous les documents livrables doivent être remis de préférence au format dématérialisé sauf avis ou nécessité contraire.

Une charte GED et de dématérialisation des échanges sera définie en coordination avec l'ensemble des intervenants et signée par toutes les parties au lancement de l'opération. Elle définira tout au long de l'exécution des travaux les modalités de formalisation des échanges et la mise à disposition des documents sur la GED, qui est à la charge de l'entrepreneur. Ce document identifiera l'ensemble des règles pouvant se substituer aux recommandés avec accusé de réception prévus par la réglementation.

L'Entreprise du lot 03 est chargée de la mise en place de la plateforme de gestion électronique des documents. Elle devra être effective au plus tard 1 mois après la notification marché. La plateforme devra être opérationnelle pendant la période de travaux préalables et accessible pendant la période de travaux principaux.

La solution retenue devra permettre :

- le dépôt de document selon la codification retenue par les maitrises d'œuvre
- le paramétrage de circuit de validation pour permettre aux différents maitres d'œuvre d'apposer ses visas sur les documents

La notification au destinataire des décisions ou informations qui font courir un délai, est faite :

- par courrier : la date de notification est la date de réception du courrier par le destinataire,
- par courriel : la date de notification est la date du courriel accusant réception par le destinataire du courriel, Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques seront déterminés au lancement de l'opération.
- par la remise d'un récépissé signé et daté pour toute remise en main propre : la date de notification est celle apposée par le destinataire sur le récépissé,

Les éventuelles modifications des codifications, des workflows et des circuits de validation devront être préalablement approuvées par le Maître d'œuvre.

Il est précisé que les moyens de communication " écrits " du présent marché sont le courrier, le courriel et le récépissé, utilisables par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, les AMO, le CSPS, le BCT et l'entrepreneur.

Si possible, la GED sera compatible avec les logiciels utilisés par le CT et le CSPS à savoir GAIA et HESTIA.

Les envois par courrier seront à limiter le plus strictement possible, c'est-à-dire principalement pour les documents dont les originaux doivent être conservés ou sur demande d'un intervenant du chantier. Tous les courriers et actes administratifs faisant l'objet de notification officielle en RAR devront systématiquement être déposés et transmis via la GED. Les échanges relatifs à la « vie courante » du chantier seront privilégiés par simple courriel. Des listes de diffusion seront définies et tenues à jour tout au long du chantier.

L'entrepreneur devra durant toute l'exécution informer ses interlocuteurs de ses coordonnées y compris téléphoniques. Aucune excuse, aucun retard dans la réalisation d'une prestation ne pourra être

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	53 / 67

valablement accepté si elle est la conséquence de coordonnées non actualisées. Il tiendra pour cela un tableau des coordonnées des intervenants du chantier à jour sur la GED.
La GED devra permettre les signatures numériques ou électroniques des documents.

Les échanges dématérialisés (qui devront être, pour ceux définis ci-dessous, notifiés via la GED) sont considérés comme garantissant la transmission effective des envois et leur date certaine, pour les communications importantes de nature à préjudicier aux droits des parties telles que :

- les bons de commande et les réserves dont ils font l'objet,
- les demandes de paiements, les décomptes et les contestations dont ils font l'objet (via la plateforme EDIFLEX),
- les réclamations,
- les actes afférents aux constats d'achèvement, réception, levée de réserves et garanties,
- les mises en demeure et sanctions contractuelles.

7.7 SIGNALISATION DE CHANTIER

Se référer aux documents graphiques, prescriptions du CCTP et note d'organisation de chantier joints au dossier de consultation.

7.8 DOMMAGES CAUSES AUX VOIES PUBLIQUES – REMISE EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G., les contributions ou réparations éventuellement dues par les dégradations causées aux voies publiques, semi-publiques /ou privées (chaussées et trottoirs) par des transports routiers ou des circulations d'engins (exceptionnels ou non) sont entièrement à la charge de l'Entrepreneur responsable des dégradations. La remise en état du domaine public (voirie, trottoir, bordures, signalisation, mobilier urbain...etc liste non exhaustive) devra se faire en coordination avec les services d'Etablissement Public Plaine Commune et selon le règlement de voirie de la Ville.

L'entrepreneur veillera à adapter sa méthodologie de terrassement, déconstruction des murs en limite de propriété de façon à ne pas impacter les réseaux qui se trouveraient sur le domaine public proche de cette limite. Une vigilance particulière doit être apportée par l'entrepreneur sur la présence de réseaux proches de la limite de la parcelle. Les frais engendrés par toute dégradation seront supportés le cas échéant par l'entrepreneur. La maîtrise d'ouvrage ne saurait être appelée dans la cause. Le repérage des réseaux, y compris avec un prestataire dédié dans l'hypothèse où la classe des réseaux n'est pas suffisante pour définir précisément leur emplacement (selon DICT) est intégré dans les prix.

Il sera fait application des articles 34 et 35 du CCAG travaux.

Le titulaire prendra soin de faire constater au maître d'œuvre les dégradations et l'état des ouvrages avant son intervention dans une zone.

En cas de constat de dégradation, à tout moment du chantier, le maître d'œuvre désigne le responsable de cette dégradation en fonction des données dont il dispose. Les frais de réparation seront imputés au responsable.

7.9 GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE DE L'ENTREPRENEUR

Si le marché est résilié, par application des articles 47 ou 49 du C.C.A.G., le Maître de l'Ouvrage désigne un responsable chargé d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'Entrepreneur défaillant, et ce, jusqu'à la désignation d'un nouvel Entrepreneur. Les dépenses justifiées entraînées par cette garde sont à la charge du marché résilié.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	54 / 67

7.10 LES AUTORISATIONS

A l'exception du permis de construire et par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G., c'est l'Entrepreneur qui fait son affaire des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet de son marché.

L'Entrepreneur fait son affaire auprès des administrations et services compétents de toutes démarches, autorisations, enquêtes et autres interventions ayant trait au chantier.

7.11 ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

L'Entrepreneur est tenu de fournir aux dates indiquées par la MOE les échantillons des prestations prévues dans le marché, lesquels ne peuvent être valides qu'après acceptation des fiches techniques correspondantes.

Il est également tenu de fournir aux dates indiquées, les prototypes des prestations prévues dans les différents CCTP.

Ces échantillons et prototypes sont présentés à l'acceptation du maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage pour validation.

Avant présentation des échantillons, chaque entreprise doit présenter une liste de ses matériels avec indications dans une première colonne des prescriptions du CCTP et dans une deuxième colonne la marque et le type proposé par l'entreprise.

La mise en place des échantillons n'a lieu qu'après approbation par la MOE de ce document.

L'entrepreneur ne peut mettre en œuvre que des matériels jugés par la maîtrise d'œuvre équivalents à ceux prescrits dans les documents du marché.

Ils seront conservés sur le chantier dans un lieu arrêté en accord avec le maître d'œuvre, et ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans l'ouvrage.

Le coût des prototypes et échantillons est réputé inclus dans le montant du prix global et forfaitaire du marché concerné.

Les prototypes seront évacués à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les dates de présentation des échantillons et prototypes seront déterminées par l'AMO pilote et le maître d'œuvre pour permettre le respect des dates fixées au calendrier.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution visés au présent CCAP.

7.12 REUNIONS

La liste des personnes devant représenter les titulaires pour chaque type de réunion sera soumise, pendant la période de préparation, au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur pour agrément.

Le titulaire désignera nominativement son représentant chargé de la conduite des prestations ainsi qu'un suppléant de même compétence capable de le remplacer en cas d'empêchement.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	55 / 67

Le pouvoir adjudicateur pourra, sur simple décision, demander à changer de représentant ou suppléant sans que le titulaire puisse refuser. Le titulaire disposera d'un délai de 10 jours calendaires pour proposer un remplaçant.

Ce remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle et de compétences équivalentes à celles de la personne désignée initialement. A défaut, le remplaçant pourra être récusé.

7.12.1 REUNIONS DE CHANTIER « MAITRISE D'ŒUVRE »

Elles ont lieu une fois par semaine, aux jours et heures fixés par la maîtrise d'œuvre, dans le bureau aménagé à cet effet sur le chantier. Elles sont précédées d'un pointage de l'avancement du planning par le pilote.

L'entrepreneur est tenu d'y assister, personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le Maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision, pendant la ou les périodes de ses interventions sur le chantier ainsi que chaque fois qu'il y a été spécialement convoqué.

En cas d'entreprises groupées le mandataire représente le groupement.

Les entreprises co-traitantes sont représentées dans le cadre du marché, si nécessaire sur convocation de la Maîtrise d'œuvre.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au CCAP ci-avant et mention de cette absence est portée au procès-verbal de réunion.

Ces réunions de chantier devront notamment permettre de faire le point de l'avancement des travaux, des résultats acquis au cours des réunions d'études et des problèmes à porter à la connaissance des différentes entreprises, maître d'ouvrage, maître d'œuvre et bureau de contrôle technique.

A chaque réunion de chantier, il sera établi par la MOE, pour chaque réunion les concernant, un procès-verbal sur lequel seront consignés, en outre, l'accord général des parties sur le procès-verbal précédent les observations résultant des réunions d'études et de coordination ainsi que des visites de chantier, ainsi que l'état général d'avancement des études et des travaux par rapport au calendrier des études et travaux. Ce document aura toute valeur en cas de contestation ou de litige sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

L'entreprise devra pour le jour de la réunion de chantier la mise à jour des documents de suivi du chantier à intégrer : tableau effectif, avancement heures insertion, diffusion/visa des documents d'exécution, mesures de contrôle environnemental... et l'identification des tâches sensibles ou impactantes du chantier (mises en places matériels..)

7.12.2 AUTRES REUNIONS ETUDES ET SUIVI EXECUTION

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous d'études provoqués par le maître d'œuvre et/ou le pouvoir adjudicateur, ou le CSPS ainsi qu'à toutes les réunions de coordination ou d'y déléguer un agent ayant le pouvoir pour engager l'entreprise titulaire et donner sur le champ des ordres nécessaires aux agents de l'entreprise titulaire sur le chantier.

Elles sont organisées par la MOE, le MOA ou l'OPC qui en dressent les compte-rendu. Ce document aura toute valeur en cas de contestation ou de litige sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

L'entrepreneur devra fournir l'ensemble des documents demandés.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	56 / 67

La fréquence des rendez-vous est fixée selon les besoins.

7.12.3 REUNIONS MENSUELLES

Une réunion MOA/MOE/entreprise(s) sera organisée de manière mensuelle avec les décisionnaires de ou des entreprises.

Ces réunions permettent de présenter un avancement des travaux et d'identifier les points sensibles. L'entreprise préparera une présentation de synthèse, support type PPT modifiable de la réunion qu'elle transmettra au minimum 48h avant la réunion à la MOE et MOA et qui intégrera :

- Des éléments photographiques
- Un pointage avancement et identification dates clés et échéances passées et à venir
- Les chiffres clé du chantier
- Les points d'attention conception et travaux
- La synthèse interfaces chantier ville, concessionnaires, université
- Suivi des mesures environnementales
- Le suivi des évolutions FTM OS
- Suivi administratif et financier

Le modèle de ces synthèses sera validé au démarrage du chantier.

La réunion donnera lieu à un Compte rendu établi par la direction e travaux maîtrise d'œuvre.

7.13 VISITES DE CHANTIER

Elles ont lieu à l'initiative de la MOE aux jours et heures fixés et précèdent généralement les réunions de chantier.

L'entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision. La MOE se réserve la possibilité d'exiger et d'obtenir la présence d'un représentant qualifié d'un co-traitant ou sous-traitant spécifique.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée en 4.3.2 ci-avant.

Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et de leur mise en œuvre, l'inspection des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent.

Les observations constatées au cours de ces visites seront jointes au compte rendu de la réunion de chantier, suivant la visite.

7.14 CONSTAT D'HUISSIER ET REFERE PREVENTIF

L'entrepreneur fait dresser, à ses frais, un constat d'huissier contradictoire, en présence du maître de l'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre de l'état des constructions et des abords du chantier (y compris sur le domaine public) et des lieux avant et après le chantier.

Dans le cas où l'APHP engage une procédure de référé préventif, l'entrepreneur sera mis dans la cause et participera à ce titre à tous les constats contradictoires et réunions demandées par l'expert. Il fournira également tous les documents demandés dans le cadre de la procédure.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	57 / 67

7.15 RECOURS, CONTRAVENTIONS, AMENDES

L'Entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non observation par l'Entrepreneur du droit des tiers ainsi que des règles de sécurité, d'hygiène et de police.

Les sommes correspondantes seront répercutées aux responsables.

ARTICLE 8 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les C.C.T.P et dans les pièces générales du DCE cahier des tests et essais . Ils sont assurés par et aux frais de l'Entrepreneur par l'organisme indiqué aux C.C.T.P, ou un organisme agréé par la MOE.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG Travaux et de l'article 6 du présent CCAP relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché, et ce, dans les conditions de l'article 6 ci-avant.

Des lots techniques feront l'objet d'une procédure spécifique de contrôle et d'essais en lien avec le commissionnement des installations. Les lots concernés et la procédure sont définis dans le plan de commissionnement.

- Suivi exécution et pre OPR

Les contrôles d'exécution de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle feront l'objet de la mise en œuvre d'un outil numérique pour la saisie et le suivi permettant la localisation par la maquette numérique et le suivi de la levée des observations.

Par ailleurs le planning d'exécution prévoit des achèvements architecturaux par zone qui permettent une première vérification des ouvrages avec des observations , pre-OPR qui devront être levées

- OPR et réception

8.2 RECEPTION

8.2.1 Généralités

La réception est l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte, avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

Les opérations de réception se déroulent conformément aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G Travaux.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	58 / 67

Le Titulaire avise le Maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux est essais seront achevés et livrés **par zone** .

Ces opérations comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves prévues dans le présent marché ou dans les cahiers des charges ainsi que celles éventuellement demandées par le contrôleur technique ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'œuvre et signé par lui et par le Titulaire ; si ce dernier refuse, il en est fait mention.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG-Travaux, le Maître d'œuvre fait connaître par tous moyens à l'entrepreneur, dans un délai de 5 jours suivant la date d'établissement du procès-verbal, s'il propose ou non de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux et la date de visite de réception qu'il a fixée ainsi que les éventuelles réserves.

Le calendrier détaillé d'exécution des études et travaux fixe la durée de la période pendant laquelle le titulaire est tenu de :

- S'assurer que les travaux sont achevés ou en voie d'achèvement pour être reçus par le maître de l'ouvrage à la date fixée pour la réception et, à défaut, prendre toute mesure corrective en accord avec le maître d'œuvre pour satisfaire aux exigences de la livraison ;
- Constituer, pour les remettre au maître de l'ouvrage, ainsi qu'il est dit à l'article 9.4 ci-après, le dossier des ouvrages exécutés, le cas échéant ;
- Prendre toutes dispositions pour obtenir tous les certificats de conformité techniques nécessaires et régler tous frais afférents aux opérations de contrôle ou de vérification ;
- Signaler aux administrations, organismes et services intéressés et dans les délais

Les entrepreneurs sont tenus d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part, de l'exploitation, d'autre part, de l'entretien du matériel neuf.

Ils indiquent la liste du personnel, par poste, nécessaire au bon fonctionnement des installations, en précisant les qualifications requises. Ce personnel est désigné par le Maître d'Ouvrage parmi ses effectifs ou ses exploitants.

Pour ces prestations, le personnel sera réputé avoir les qualifications professionnelles requises. Il appartient aux entrepreneurs de s'assurer que le personnel a bien acquis les connaissances nécessaires et de faire part au Maître d'Ouvrage de leur appréciation s'ils estiment insuffisante la qualification du personnel reçu en formation.

Au moment de la prise de possession des matériels et installations par le Maître d'Ouvrage, les Entrepreneurs mettent à sa disposition, les représentants compétents pour fournir les explications utiles au fonctionnement et à l'utilisation de ces installations, et ce, jusqu'à satisfaction du Maître d'Ouvrage.

Tous les documents d'exécution et notices de fonctionnement doivent avoir été fournis avant les formations. Un support de formation synthétique et un guide technique par corps d'état avec les équipements « importants » ; les procédures particulières, schémas, synoptiques et plans doit être transmis en préalable.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	59 / 67

Les Entreprises doivent notamment :

- informer le personnel utilisateur des possibilités des matériels et de leurs modes de fonctionnement ;
- présenter en s'appuyant sur les documentations techniques, les principaux organes de fonctionnement ;
- indiquer au personnel d'entretien toutes les opérations courantes d'entretien, les procédures particulières et les principales pannes possibles, en simulant ces dernières.

Cette prestation de formation du personnel est assurée par l'intermédiaire de personnel capable, non seulement de mettre les équipements en état de fonctionnement, mais aussi de réaliser sur place les opérations de « pilotage » des installations.

Cette prestation est conclue par la remise d'un document de synthèse précisant le contenu de la formation dispensée, accompagné d'un procès-verbal attestant que la formation a bien été dispensée et des feuilles de présence signées.

Les formations seront scindées en plusieurs thèmes permettant de couvrir l'ensemble des installations par des séances d'une demi-journée maximum. Chaque séance sera doublée pour éviter à l'exploitant de mobiliser la totalité de ses effectifs simultanément.

Un calendrier des formations sera établi par l'entrepreneur et devra permettre une prise en main complète des installations à la date de la réception.

Toutes les formations devront être dispensées avant la réception des travaux.

8.2.2 Réception partielle

Sans objet

8.2.3 Mise à disposition

Sans objet

8.2.4 Dispositions particulières

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendement obtenus, définis au DCE lorsque :

- les épreuves doivent être exécutées postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remises des ouvrages ;
- les épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

Il est à noter également plus particulièrement que la maîtrise d'ouvrage ne prononcera la réception qu'après le passage de la commission de sécurité et avis favorable à l'ouverture

Il est à noter également plus particulièrement que la maîtrise d'ouvrage ne prononcera la réception qu'une fois les outils d'aide à l'exploitation (GTE, GTB) fonctionnels.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	60 / 67

La réception des ouvrages sera prononcée conformément à l'article 1792.6 du Code Civil et dans les conditions des articles 41 et 42 du C.C.A.G Travaux en tenant compte des dispositions particulières suivantes :

Le courrier de demande de réception de l'entrepreneur devra être accompagné du DOE, du dossier des plans à jour à la fin des travaux y compris travaux supplémentaires éventuels, des fiches d'essais et des résultats exhaustifs des auto-contrôles ou réglages auxquels l'entreprise doit avoir procédé pour proposer ses ouvrages aux visites préalables à la réception.

8.2.5 Levée des réserves à la réception

En dérogation à l'article 41.6 du CCAG, l'entrepreneur dispose d'un délai maximum de 4 mois pour remédier aux imperfections et malfaçons indiquées dans le procès-verbal et appelées réserves.

La levée des réserves après réception est de 4 mois maximum avec un phasage par service/zones qui sera défini conjointement entre le maître d'ouvrage/le maître d'œuvre et l'entrepreneur. L'entreprise assurera une mobilisation des équipes permettant de lever des réserves dès la réception prononcée pour respecter la levée des réserves selon le phasage défini.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais et risques et périls de l'entrepreneur défaillant, de plein droit et sans besoin d'une mise en demeure préalable.

Indépendamment des mesures coercitives prévues, le maître d'ouvrage appliquera les pénalités de retard prévues ci-avant, si les dates ne sont pas respectées pour chaque phase.

Les travaux à réaliser en vertu des réserves inscrites au procès-verbal de réception ou pour effectuer les remises en ordre dues au titre des garanties contractuelles ou légales seront exécutées par les moyens les plus rapides, dans le respect des dispositions du marché et de manière que la gêne ou le risque pouvant en résulter pour le maître d'ouvrage soit réduit au minimum. Les modalités d'intervention sur site feront l'objet d'une planification détaillée et d'un suivi qui doit faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage fixe au titulaire un délai pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves.

La levée des réserves sera pilotée avec la plateforme numérique accessible sur tous supports (mobile, tablettes et PC) permettant la localisation et suivi des signalements (description dans partie OPR) Information et formation du personnel exploitant

8.3 Délai de garantie

Les périodes de garantie prévues au Code Civil aux articles 1792 et suivants ont pour point de départ la date de prise d'effet de la réception.

Elles courent depuis cette date, pendant :

UN AN (sauf disposition aggravante au CCTP) : au titre de la garantie de parfait achèvement à laquelle tous les Entrepreneurs sont tenus et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître de l'Ouvrage, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite par le Maître d'Œuvre ou le Maître de l'Ouvrage pour ceux révélés postérieurement à la réception.

DEUX ANS : de garantie biennale de bon fonctionnement et portant sur les éléments détachables de la structure du bâtiment.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	61 / 67

DIX ANS : durée de présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :

- qui portent atteinte à la solidité de l'ouvrage
- qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination
- qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

Conformément aux stipulations de l'article 42.5 du CCAG Travaux la libération des « sûretés » ne pourra être applicable qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

8.4 Dossier des ouvrages exécutés

La pièce "limites de prestations" liste les pièces de niveau de détail DOE à fournir dans le cadre du constat de fin de travaux de la première phase.

A l'issue de l'exécution, les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution.

En complément des spécifications de l'article 40 du C.C.A.G Travaux, il est précisé que six mois avant l'achèvement du chantier, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour accord, la liste prévisionnelle des documents composant le DOE. La totalité de la documentation est rédigée (ou traduite) en français technique correct.

Les maquettes numériques des DOE comportent la modélisation 3D et les feuilles des plans, le DOE comportent également les notes de calculs, schémas, procès-verbaux de toute nature, procédures, supports de formations, tableaux d'équipements, certificats attestant la conformité aux normes des équipements et installations, tous dossiers techniques et également un dossier administratif constitué des attestations d'assurance, des agréments de sous-traitance, un listing exhaustif des matériaux et matériels mis en place.

En dérogation à l'article 40 du C.C.A.G Travaux, l'entrepreneur mettra à disposition de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage un DOE provisoire complet à minima 2 mois avant la réception et y apportera les modifications nécessaires en vue de la fourniture du DOE finalisé le jour de la réception.

Un dossier des ouvrages partiellement exécutés sera transmis par le titulaire sur le périmètre de la phase de travaux préalables décrit dans l'annexe 7 -limites de prestations dans un délais maximal de 15 jours à la suite du constat de l'achèvement des travaux de cette première phase. Le dossier des ouvrages exécutés final sera complété dans les conditions décrites à l'article 8.5 du CCAP.

L'entrepreneur fournira l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre lorsqu'il demande la réception des travaux.

La MOE doit faire parvenir à la MOA pour approbation un dossier DOE finalisé à date de la notification de la décision de réception. Une fois ce dossier validé par la MOA, le nombre d'exemplaire à fournir par les entrepreneurs au maître d'ouvrage est de 2 exemplaires papiers et 3 exemplaires clés USB ainsi qu'un dépôt sur la plateforme collaborative BIM – GED dédiée mentionnée dans le cahier des charges BIM (Annexe 10). Un exemplaire papier et un exemplaire clé USB est également à transmettre au

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	62 / 67

coordonnateur SPS pour établissement des DIUO. Un exemplaire sur clé USB est également à transmettre à la MOE et à la MOA.

Un essai de transfert des fichiers sera à effectuer avant la remise des documents définitifs pour vérifier le respect des normes de modélisation des maquettes numériques ainsi que la correspondance des couleurs et des calques utilisés pour les exports DWG et résoudre les éventuels problèmes générés par l'importance des fichiers.

Les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, être strictement conformes au matériel posé et se composer de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité l'utilisation du matériel ;
- le manuel d'utilisation ;
- le manuel de maintenance (information concernant les opérations d'entretien et de remise en état du matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglage...) ;
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées), les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés ;
- les procédures d'urgence et de marche dégradée des installations en pilotage manuel.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués par les plans d'exécution et de synthèse issus des maquettes numériques, mis à jour et certifiés conformes à l'exécution par le maître d'œuvre par dérogation à l'article 40 du CCAG. Les maquettes numériques, plans et autres documents conformes à l'exécution sont remis au maître d'œuvre pour la réception sur la plateforme dédiée.

Le contenu et la forme du DOE BIM sera spécifié dans le protocole BIM d'exécution rédigé avant le démarrage des études d'exécution.

La remise des documents objet du présent article libère la tâche valorisée correspondante.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues ci-avant.

ARTICLE 9 ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

L'ensemble des engagements environnementaux est repris et détaillé dans le Cahier des Clauses Environnementales, annexé au présent CCAP et les pièces écrites Qualité environnementale.

Ceux-ci décrivent notamment les engagements minimaux suivants, attendus dans le cadre de l'opération

- L'obtention de la certification HQE BD Santé v1.0, niveau Excellent
- L'atteinte du niveau E3C1 du label E+C-
- L'intégration de matière biosourcée à hauteur de 16 kg/m²SDP minimum
- L'intégration de produits et matériaux issus de filière de réemploi et de recyclage, conformément aux objectifs définis par la Note Economie circulaire et réemploi dédiée, traduisant les exigences de l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune
- Les exigences de la Charte de Chantier Faibles Nuisances

Il est rappelé que l'atteinte de ces objectifs et l'obtention de la certification constituent des obligations de résultat pour le titulaire.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	63 / 67

Le projet est en effet engagé dans une démarche environnementale sur la base de la certification HQE, référentiel Bâtiment Durable Santé v1.0, délivré par Certivéa.

A ce titre, les entreprises ont notamment obligation :

- de participer aux réunions spécifiques sur cet item, organisées par la MOE et la MOA
- de fournir tout au long des études et de la réalisation, toutes preuves et documents nécessaires à justifier des performances environnementales des produits et matériaux ou des résultats des tests contribuant aux objectifs environnementaux ;
- dans le cadre de l'audit de phase réalisation de la certification HQE BD
- de fournir en amont de l'audit toutes preuves et documents nécessaires à l'obtention de la certification ;
- de participer à l'audit de certification ;
- de lever les écarts constatés lors de l'audit. A ce titre, les écarts seront considérés comme étant des réserves au titre du CCAG travaux. Dans le cas où l'audit aurait lieu post-réception, la MOE formalisera une réserve générale relative à la levée des écarts éventuels qui seraient formalisés lors de l'audit ;

L'examen de la conformité des performances des matériels proposés fera l'objet de contrôles renforcés par l'équipe de maître d'œuvre.

ARTICLE 10 ASSURANCES

10.1 Assurances à souscrire par le titulaire à ses frais

10.1.1 Assurances de responsabilité civile

Au plus tard à la signature de son marché le titulaire devra justifier de la souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile dont l'objet est de couvrir les conséquences de sa responsabilité à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître de l'ouvrage et y compris du fait de ses sous-traitants.

Les montants assurés ne seront pas inférieurs aux montants suivants :

- Responsabilité civile « exploitation » / « en cours de travaux » : 10 000 000 € tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non par sinistre.
- Responsabilité civile après travaux : 10 000 000 € tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non par année d'assurance.
- Responsabilité civile atteinte à l'environnement : 3 000 000 € par année d'assurance.

Il est précisé que ces montants ne sauraient être considérés comme valant limitation de responsabilité. Au plus tard à la signature de son marché puis avant le 31 janvier de chaque année suivante pendant toute la durée d'exécution le titulaire devra produire une attestation d'assurance à entête de sa compagnie d'assurance et comportant les mentions suivantes :

- Assureur et N° de contrat
- Assurés
- Activités assurées
- Montants de garanties
- Dates d'échéances.

10.1.2 Assurances de responsabilité civile décennale

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	64 / 67

La titulaire, au plus tard à la date de signature de son marché devra justifier avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité civile décennale conforme aux textes en vigueur, et valable à la date de la DOC (DATE D'OUVERTURE DE CHANTIER) .

- Le montant assuré ne sera pas inférieur à : 10 000 000 € par sinistre au titre de la responsabilité civile décennale.

La garantie d'assurance s'appliquera au titulaire y compris du fait de ses sous-traitants.

Il est précisé que compte tenu du montant de l'opération le maître de l'ouvrage souscrira un Contrat Collectif de Responsabilité Civile Décennale (CCRD) dans les conditions figurant à l'article 10.2.2 ci-dessous.

Toute surprime imputable à l'assuré du fait des techniques utilisées ou autres, restera exclusivement à sa charge.

En cas de mise en œuvre de procédés de « technique non courante » le titulaire devra avoir obtenu l'accord formel de son assureur sur l'application de son assurance de responsabilité civile décennale aux travaux concernés.

Au plus tard à la signature de son marché le titulaire devra justifier de cette assurance en produisant une attestation comportant les mentions suivantes :

- Assureur, N° de contrat
- Date d'effet
- Assurés
- Activités assurées
- Montant assurés (garanties décennales et complémentaires)
- Désignation de l'opération de construction
- Désignation du marché de l'assuré
- Date de la DOC

10.2 Assurances souscrites par le maître d'ouvrage à ses frais

10.2.1 Assurance tous risques chantiers (TRC)

Le maître d'ouvrage souscrira une police TRC qui prendra effet à la date de démarrage de l'ouvrage principal.

Les travaux préalables objet du présent marché ne seront pas assurés jusqu'à cette date et le titulaire garde à sa charge tous les frais de réparations des dommages qui pourraient atteindre ses travaux jusqu'à la prise d'effet de la TRC.

A compte de la date de souscription de la TRC, celle-ci s'appliquera aux travaux du titulaires pour tout nouveau sinistre, y compris ceux qui pourraient concerner la partie de travaux déjà réalisés dès lors qu'ils ne sont pas survenus avant cette date.

La police TRC apportera les garanties suivantes à compter de sa prise d'effet :

- Assurés : Tous les intervenants sur le site y compris les sous-traitants
- Période d'assurance : de la prise d'effet à la réception de l'opération de construction
- Biens assurés : tous les travaux neufs objet des marchés passés pour la réalisation de l'opération de construction. Les matériels des entreprises, installations de chantiers et engins ne seront pas assurés.
- Garantie : les dommages matériels atteignant les travaux et lorsqu'ils sont consécutifs à un dommage garanti les frais de déblais, mesures conservatoires, honoraires hommes de l'art, frais supplémentaires de transport, frais d'heures supplémentaires (à hauteur de sous limites spécifiques).
- Montant assuré : à hauteur d'un premier risque dont le montant sera communiqué au titulaire lorsque le contrat TRC sera notifié.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	65 / 67

- Franchise : elle sera au maximum de 150 000 € par sinistre et sera toujours à la charge des titulaires des lots sinistrés et sera donc déduite des indemnités versées par les assureurs.

Il est précisé que toute surprime au titre de la TRC imputable au titulaire lui sera directement répercutée.

10.2.2 **Assurances « contrat collectif de responsabilité civile décennale »**

Compte tenu du montant de l'opération le maître de l'ouvrage va souscrire une police CCRD qui donnera la qualité d'assuré au titulaire et renoncera à recours contre ses sous-traitants.

Le CCRD est un contrat d'assurance de RC décennale souscrit par le maître d'ouvrage au bénéfice des locateurs d'ouvrages et pour les marchés éligibles à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale.

Le CCRD interviendra au-delà du montant de 10 000 000 € par sinistre qui correspond au montant de l'assurance de RC décennale à souscrire par le titulaire et ses sous-traitants.

Le montant assuré par le CCRD sera communiqué au titulaire après consultation du marché de l'assurance et correspondra à la capacité délivrée par les assureurs. Celle-ci peut constituer un « premier risque » c'est-à-dire ne pas atteindre le montant total de l'opération. Le titulaire en signant le présent marché reconnaît en être informé.

Toute surprime qui pourrait être appliquée du fait du titulaire lui sera intégralement répercutée.

10.3 **Dispositions générales sur les assurances**

En cas d'évolution des conditions d'assurances du titulaire pendant la durée d'exécution du marché, aucun montant complémentaire ne sera accordé par le maître d'ouvrage au titre de ce poste.

Pour ce qui concerne les assurances mises en place par le maître d'ouvrage, le titulaire renonce à tous recours contre ce dernier du fait du contenu ou de l'application des polices d'assurances souscrites.

Le titulaire s'engage à faciliter la gestion des sinistres et à permettre tout accès au chantier en lien avec des expertises ou visites de risques.

Les termes des clauses « assurances » ci-dessus ne sauraient être interprétées comme constitutives de limites de responsabilité tant en nature qu'en montant, et le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exercer tous recours contre le titulaire au-delà de ces conditions contractuelles.

ARTICLE 11 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Dès lors que le titulaire, un cotraitant ou un de sous-traitant est susceptible de traiter des données personnelles pour le compte de l'AP-HP au sens du Règlement Général sur la Protection des Données de l'UE (2016/679), il s'engage à remettre, dûment signée, l'« ANNEXE RGPD RESPONSABLE DE TRAITEMENT » du présent CCAP avant la saisine desdites données.

ARTICLE 12 LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Montreuil est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

AP-HP	Consultation n° 26-003	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du : 10/11/2025	66 / 67

ARTICLE 13 RESILIATION

Les dispositions prévues par le C.C.A.G. Travaux s'appliquent.

ARTICLE 14 DEROGATION

Toutes les dispositions du présent C.C.P dérogeant au CCAG-TRAVAUX sont applicables au marché sans nécessité d'être mentionnées au présent article.

Article du C.C.A.P.	Article du C.C.A.G. Travaux	Objet
2.1	4.1	Documents contractuels
3.2	31.3	Contenu et caractère des prix
3.2	34.1	Contenu des prix et caractère des prix
3.2	Chapitre 6	Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale
3.2.3	14.3	Augmentation du montant des travaux
3.2.3	3.8.1	Ordres de service
3.2.3	15.1	Diminution du montant des travaux
3.2.4	15.1	Augmentation du montant des travaux
3.2.4	14.3	Augmentation du montant des travaux
3.2.6.1	12	Modalités de règlement des comptes
4.3	19	Pénalités, primes et retenues
4.7	40	Documents fournis après exécution
6.1.1	21	Provenance des matériaux et produits
6.1.1	23.2 et 23.3	Qualité des matériaux et produits. - Application des normes
6.1.3	38	Essais
7.1.3	28.2.2 et 28.2.3	Préparation des travaux
7.9	34.1	Dégradations causées aux voies publiques
7.11	31.3	Autorisations administratives
8.2.5	41.6	Réception et garanties
8.5	40	Documents fournis après exécution
10.3	35	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution